

SECRETARIAT DU PROGRAMME REGIONAL OCEANIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

# Rapport Annuel

2018



**PROE**

Programme régional océanique  
de l'environnement



*L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance  
et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.*



Le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) est la principale organisation intergouvernementale mandatée pour apporter son aide à la protection de la région Pacifique, et y pérenniser le développement durable.

Le PROE a été créé en 1992 par ses gouvernements membres en vue de soutenir la coopération et la coordination sur les questions environnementales dans la région. L'accord qui établit le PROE comme organisation indépendante est entré officiellement en vigueur en 1993.

Le PROE, dont le siège est à Apia, au Samoa, travaille en étroite collaboration avec les 26 pays et territoires membres qui en font partie, ainsi qu'avec des partenaires, des donateurs et des communautés locales. Son objectif est de contribuer à la gestion de l'environnement et au développement durable dans la région suivant 4 cibles stratégiques :

**BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE**

**CHANGEMENT CLIMATIQUE**

**GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION**

**SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES**

#### BIBLIOTHÈQUE/CID DU PROE – CATALOGAGE DES DONNÉES DE PUBLICATION

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Rapports annuels du PROE 2018 – Apia, Samoa : PROE 2019

64 p. 29 cm

ISSN : 1562-675X

1. Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) I. Titre  
363,7099

Copyright © Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2019

La reproduction de cette publication à des fins éducatives et non commerciales est autorisée exclusivement avec l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs, dans la mesure où la source est dûment citée. La reproduction de cette publication destinée à la revente, ou à toute autre fin commerciale, est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs.

Photo de couverture : Le volcan Yasur, îles de Tanna, Vanuatu © Stuart Chape

Autres photos : À moins qu'il n'en soit établi autrement, les photos figurant dans cette publication ont été prises par le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).

Conception : The Little Design Company, Wellington, Nouvelle-Zélande.



**PROE**  
Programme régional océanien  
de l'environnement

PO Box 240, Apia, Samoa  
+685 21929  
sprep@sprep.org  
www.sprep.org



Conformément à la politique du PROE en matière de protection de l'environnement, la présente publication a été imprimée sur papier 100 % recyclé post-consommation



<b>MESSAGE D'OUVERTURE DU PRESIDENT</b>	<b>2</b>
<b>MESSAGE D'INTRODUCTION DU DIRECTEUR GENERAL</b>	<b>4</b>
<b>NOS MEMBRES INSULAIRES OCÉANIENS</b>	<b>6</b>
<b>CÉLÉBRATION DU 25<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU PROE EN 2018</b>	<b>12</b>
<b>COP14 DE LA CDB</b>	<b>16</b>
<b>NOS PRIORITES STRATEGIQUES :</b>	
<b>RÉSILIENCE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>	<b>26</b>
<b>ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES OCÉANIENS</b>	<b>20</b>
<b>SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES</b>	<b>32</b>
<b>GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION</b>	<b>38</b>
<b>ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DU SECRÉTARIAT</b>	<b>44</b>
<b>ÉTATS FINANCIERS</b>	<b>46</b>
<b>PUBLICATIONS</b>	<b>58</b>
<b>LISTE DU PERSONNEL</b>	<b>60</b>
<b>ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS</b>	<b>62</b>
<b>NOTRE RÉGION</b>	<b>63</b>





# Avant-propos



2

Oiseaux de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

## Message d'ouverture de la Présidence



Vingt-cinq ans après sa création, le Secrétariat de l'environnement de la région du Pacifique continue à innover pour répondre aux besoins de ses membres et de notre région insulaire du Pacifique.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, en tant qu'actuel Président du Conseil d'Administration du PROE, est fière d'avoir constaté directement les progrès accomplis par le PROE au cours des 25 dernières années

et ceux déployés à l'heure qu'il est.

En 2018, le PROE a lancé ses conférences bisannuelles, avec la tenue de la toute première réunion de son Conseil exécutif. Ce fut un événement très réussi, que j'ai présidé

S.E. Mme Lucy Bogari, Haut-commissaire de la Papouasie-Nouvelle-Guinée aux Fidji et représentante permanente au Forum des îles du Pacifique et au CORP Photo : L. Williams



en partenariat avec mon homologue des îles Fidji, et je salue l'initiative du PROE, qui a souhaité que ce rendez-vous annuel devienne une échéance bisannuelle, alternant avec des réunions du Conseil exécutif. Je félicite également mes collègues du PROE d'avoir pris cette mesure pour soutenir le nouveau format de réunion.

Notre environnement insulaire océanien, nos gouvernements et nos communautés bénéficient de toutes les actions du PROE, qui s'attache à nous soutenir face aux défis croissants auxquels nous sommes confrontés.

Nombreux sont ceux qui pourraient se sentir découragés par notre taille régionale, notre situation géographique et notre isolement, mais notre état d'esprit nous rend fiers de notre localisation sur la planète en tant que grands États insulaires océaniques.

Nous sommes riches d'une histoire et d'une culture qui ont vu nos habitants du Pacifique naviguer à travers le plus grand océan du monde en se repérant grâce aux étoiles. Nos ancêtres nous ont transmis des connaissances traditionnelles de guérison et nous continuerons à faire preuve de détermination en prenant les bonnes décisions environnementales pour nous tous.

Stimulé par nos membres en 2018, le PROE a innové de différentes manières dans notre cheminement vers un environnement pacifique résilient. Toute notre reconnaissance va au Secrétariat et aux partenaires pour le soutien qu'ils nous ont apporté.

Les dirigeants du Pacifique ont montré leur appui au Vanuatu lorsqu'il a annoncé, puis imposé l'interdiction des sacs en plastique à usage unique. Il a ensuite été le tout premier pays au monde à prendre des mesures contre les pailles en plastique, initiative pour lequel le PROE a fourni un soutien en matière de communication.

Grâce au soutien du gouvernement japonais, apporté par l'intermédiaire du gouvernement samoan, nous avons assisté au lancement des travaux de construction du Centre océanien sur le changement climatique (PCCC), installé au Samoa dans les locaux du PROE. Il s'agit de notre tout premier et de notre propre centre océanien sur le changement climatique. Nous en serons les propriétaires et sommes impatients de constater les résultats positifs qui se répercuteront dans toute la région grâce au PCCC.

Pour la toute première fois, le PROE a officialisé son partenariat avec l'Organisation internationale du travail afin de promouvoir une transition juste vers une économie plus verte grâce au travail décent. Ce partenariat favorisera les emplois qui améliorent l'efficacité énergétique, limitent les émissions de gaz à effet de serre et minimisent la pollution par les déchets.

Les Palaos et Tuvalu ont adhéré au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, conformément à la Convention sur la diversité biologique de 2018. Nous les félicitons pour cette décision, ainsi que le PROE pour le soutien qu'il leur a fourni.

Le PROE a géré son tout premier pavillon du Pacifique et de la Koronivia, financé par le gouvernement néo-zélandais via sa présidence de la COP23, lors de la 25<sup>e</sup> Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique. Avec plus de 50 événements parallèles organisés et plus de 6 000 personnes visitant notre pavillon, ce fut un succès retentissant. Cet événement fut pour nous l'occasion de présenter au monde les mesures prises par le Pacifique pour lutter contre le changement climatique. La gestion du pavillon par le PROE fut également irréprochable.

Nous félicitons également le PROE, principal organisme de coordination pour le changement climatique dans le Pacifique : notre Secrétariat a en effet magnifiquement dirigé la stratégie one-CROP Plus destinée à aider nos membres insulaires lors de la COP25.

Le PROE nous a apporté son soutien en 2018 lorsque nous avons eu à faire face à l'un de nos plus grands défis dans la région, à savoir la pénurie de données dont nous avons besoin pour nous aider à créer un environnement durable. Grâce au projet Inform, un partenariat entre le FEM et les Nations unies pour l'environnement mis en place par le PROE, les portails de données nationaux ont été développés dans notre région, alors que nous agissons ensemble pour combler ces manques d'informations et créer un meilleur environnement.

Le PROE continue d'aider nos médias insulaires océaniques à communiquer nos messages de protection

et de conservation de l'environnement en lançant le tout premier Toolkit Océan pour les médias du Pacifique, qui vise à sensibiliser davantage les médias locaux aux problèmes de notre océan. Plus nous pouvons partager nos histoires du Pacifique, plus notre peuple et la communauté mondiale seront à l'écoute et prendront des décisions éclairées.

Une équipe de travailleurs acharnés compose notre Secrétariat, tout en nous faisant l'honneur de compter parmi nos membres. Nous sommes fiers de travailler avec le Directeur général du PROE et son équipe, qui nous accompagnent pour relever les défis futurs. Nous saluons les efforts qu'ils ont déployés en 2018 pour planter plus de 5 000 arbres afin de soutenir la campagne de deux millions d'arbres plantés entre 2015 et 2020 lancée par le Samoa, en commémoration du 25<sup>e</sup> anniversaire du PROE.

Ce ne sont là que quelques-unes des « réussites » pour lesquels le PROE nous apporte son soutien à mesure que nous relevons nos défis environnementaux croissants. La lecture de ces pages vous en apprendra beaucoup plus alors que le PROE poursuit avec nous nos efforts vers un environnement pacifique résilient, tout en préservant notre patrimoine naturel en harmonie avec nos cultures.

Joyeux 25<sup>e</sup> anniversaire au PROE. Nous apprécierons les réussites futures obtenues en collaboration avec nos membres et nos partenaires.

Vers un avenir serein.

*Son Exc. Mme Lucy Bogati*

HAUT-COMMISSAIRE DE LA  
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE AUX FIDJI  
ET REPRÉSENTANTE PERMANENTE DU  
FORUM DES ÎLES DU PACIFIQUE ET DU CORP



# Introduction

Nauru. © S.Chape

## Rapport 2018 du Directeur général du PROE



M. Kosi Latu.

L'année 2018 a marqué le 25<sup>e</sup> anniversaire de la signature du traité établissant le PROE en tant qu'organisme autonome. En 1993, lors de cette signature, les gouvernements membres lui donnaient pour mission de protéger et de préserver l'environnement pour les générations actuelles et futures de la région insulaire du Pacifique. Depuis lors, le PROE n'a cessé de se renforcer et ses principaux succès sont présentés dans ce rapport annuel 2018.

La première réunion du Conseil exécutif du PROE, convoquée en septembre, a permis la tenue d'une réunion simplifiée de la représentation sous-régionale afin de décider des questions importantes pour 2019, notamment le budget révisé et la présence sous-régionale renforcée du PROE dans le Pacifique Nord. Les membres du PROE ont approuvé les nouvelles dispositions biennales en 2015.

Avant la 8<sup>e</sup> réunion des dirigeants du Pacifique (PALM 8) à Iwaki au Japon, une fantastique cérémonie d'inauguration fut organisée le 11 mai pour le Centre du Changement Climatique dans le Pacifique (PCCC), présidée par l'honorable Shinya Aoki, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon au Samoa. L'engagement des gouvernements du Samoa et du Japon en faveur de cette initiative entraînera le transfert du PCCC au PROE



en septembre 2019. Le PCCC est un véritable jalon pour la région, il sera un centre d'excellence qui fournira des informations pratiques, de l'aide et des formations pour répondre aux priorités des communautés insulaires du Pacifique en matière d'adaptation et d'atténuation.

Le PROE est reconnaissant au gouvernement néo-zélandais pour leur partenariat avec le Japon, qui a été annoncé lors du 49<sup>e</sup> Forum des dirigeants du Pacifique à Nauru. La Nouvelle-Zélande fournira des capacités supplémentaires et des ressources humaines de soutien d'une valeur de 2,3 millions USD destinés à assurer les opérations du PCCC une fois sa construction achevée de même que pour compléter les programmes de renforcement des capacités à livrer par le Centre par la JICA.

Pour que le changement climatique reste notre principale préoccupation, le PROE a dirigé la coordination de l'équipe One CROP Plus à la COP24 à Katowice, en Pologne. Cela comprenait la direction de l'équipe One CROP Plus sur les négociations sur le changement climatique, les communications et la gestion conjointe des pavillons du Pacifique et de Koronivia, ce dernier résultant d'un partenariat du Pacifique établi entre la présidence de la COP23 de la République de Fidji, avec le soutien de la Nouvelle-Zélande. Le succès de la coordination réside dans l'engagement des agences One CROP Plus, qui travaillent ensemble pour soutenir nos membres insulaires du Pacifique avant, pendant et après la COP24. Cela garantira que les résultats des négociations conduiront à des impacts concrets qui aideront

les communautés des îles du Pacifique.

Le premier colloque ministériel du Pacifique sur les requins et les raies s'est tenu en mars avec le soutien du gouvernement du Samoa, de l'institution caritative Pew et des actions de mécénat de Paul G. Allen. En tant qu'hôte du Symposium, le Samoa est devenu le 8<sup>e</sup> Sanctuaire pour raie et requins du Pacifique, il rejoint ainsi les îles Cook, les États fédérés de Micronésie, la Polynésie française, le Kiribati, les Îles Marshall, la Nouvelle-Calédonie et Palaos.

La deuxième table ronde Pacifique Propre s'est tenue à Suva, aux Fidji, au secrétariat du Forum des îles du Pacifique en août et a été officiellement ouverte par honorable Josaia Voreqe Bainimarama, Premier ministre des Fidji et président de la COP23. Les résultats de la Déclaration de la Table ronde pour un Pacifique propre ont été réitérés dans le 49<sup>e</sup> communiqué du Forum des dirigeants des îles du Pacifique. Dans celui-ci, ils ont réaffirmé leur engagement face à l'urgence de la mise en œuvre du Plan d'action pour les déchets marins du Pacifique et ont reconnu que les déchets représentent un problème majeur pour le Pacifique Bleu. Le PROE, l'Union européenne, la JICA et les agences de CROP travaillent en étroite collaboration pour relever le défi critique de la gestion des déchets et de la pollution. Ce partenariat a assuré la réussite de la table ronde avec une importante participation des parties prenantes et assure la poursuite des efforts.

Il est essentiel pour le Pacifique de comprendre et de rendre compte de l'évolution de l'environnement aux niveaux national, régional et mondial, et

c'est un domaine dans lequel le programme de surveillance de l'environnement et de gouvernance du PROE joue un rôle unique. Aider les membres insulaires du Pacifique à mettre en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement en renforçant la planification et l'état de l'évaluation environnementale et de rapports en est un aspect clé. Le projet Inform, projet régional financé par le PNUE-FEM et exécuté par le PROE, consiste à établir parmi les pays insulaires du Pacifique un réseau de bases de données nationales et régionales portant sur le suivi, l'évaluation et l'analyse des informations environnementales afin de soutenir la planification environnementale, les prévisions et l'établissement de rapports.

Dans le cadre du renforcement de l'engagement au profit des Membres, le PROE a signé le mémorandum d'entente suivant en 2018 :

1. Gouvernement de la République des Îles Marshall, Autorité de protection de l'environnement
2. Partenariat Moana Taka avec la société de navigation chinoise PTE Ltd, Swire Shipping
3. Korea Institute of Ocean Science & Technology (KIOST)
4. Organisation maritime internationale
5. Institut mondial de la croissance verte
6. Birdlife International
7. Le Conservatoire d'espaces naturels de Nouvelle-Calédonie.
8. L'Agence Française pour la Biodiversité permettra un détachement en Nouvelle-Calédonie pour soutenir la Conférence

sur la conservation de la nature en 2020.

9. Météo- France qui apportera son support pour les services météorologiques.
10. Affaires étrangères (France) au PROE pour des réunions régionales sur les récifs coralliens.

Un aspect essentiel du travail du PROE est la transparence et la responsabilité du Secrétariat envers ses Membres et partenaires. Les états financiers vérifiés du PROE pour 2018 par les vérificateurs externes KPMG des Fidji ont enregistré un surplus de 154 273 USD pour les comptes vérifiés.

La nouvelle structure organisationnelle est entrée en vigueur en janvier dernier avec le réaligement des postes et des programmes pour faciliter la mise en œuvre des priorités du Plan stratégique du PROE 2017–2026. L'équipe de direction est dorénavant au complet suite à la nomination de M. Tagaloa Cooper en tant que directeur de la résilience du changement climatique et M. Stuart Chape au poste de directeur des écosystèmes insulaires et océaniques ainsi que la fonction supplémentaire de directeur général adjoint par intérim – Politique stratégique et programmes techniques.

Pour son 25<sup>e</sup> anniversaire, le PROE peut se vanter de disposer d'une équipe de direction à l'image de la région avec une majorité des membres féminins et/ou d'habitants des îles du Pacifique.

Merci pour votre soutien en 2018, nous sommes impatients de travailler avec vous en 2019.

*Kosi Latu*

DIRECTOR GENERAL, SPREP



# Nos Membres insulaires océaniques

Travailler en partenariat pour atteindre des objectifs communs



Le PROE s'engage à travailler avec ses Membres pour une gestion environnementale et un développement durable de la région. Notre travail implique des priorités stratégiques développées en étroite consultation avec chaque île océanique membre ainsi que d'autres acteurs.

6

Îles Ghavatu, Tanambogho et Ghaome, Îles Salomon. Photo © S. Chape

## Préparation à la campagne de Lotonuu dans les Samoa américaines

En 2018, le groupe consultatif pour la protection des récifs coralliens des Samoa américaines a travaillé avec 15 différents villages et jardins scolaires en collaboration avec l'Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère des États-Unis d'Amérique. Cette initiative a fourni des outils et des conseils pour aménager des jardins de pluie près du littoral et des principaux cours d'eau. Les jardins de pluie filtrent les eaux polluées et les débarrassent des polluants avant que l'eau n'atteigne les récifs. Cette activité vise au développement harmonieux entre la terre, l'océan et ses habitants pour un mode de vie durable aux Samoa américaines.

Apprendre les bonnes pratiques environnementales aux Samoa américaines.



## Le Commonwealth des îles Mariannes du Nord à la sixième Conférence internationale sur les débris marins

Les îles Mariannes du Nord ont été représentées lors de la sixième Conférence internationale sur les débris marins (International Marine Debris Conference – IMDC) aux États-Unis en 2018. L'IMDC a fourni des enseignements sur les défis et les actions à mener pour s'attaquer au problème mondial des débris marins à travers une série de thèmes différents tels que la législation, la réglementation, l'éducation, la sensibilisation, les stratégies et les cadres.

Les délégués des îles Mariannes du Nord ont également pris connaissance des campagnes d'éducation et de sensibilisation destinées à être utilisées au niveau national.

Pollution marine. Photo : PROE/J.Callebaut







© S. Chape

## Les îles Cook lancent un outil pour l'établissement de rapports nationaux

Développé dans le cadre du projet Inform, le Service national de l'environnement des îles Cook a lancé un outil permettant l'élaboration de rapports pour suivre le statut des indicateurs environnementaux. Cet outil sert de base au suivi et à la réalisation de futurs rapports sur l'État de l'environnement (SoE), sur les Accords environnementaux multilatéraux tels que les objectifs d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique (CBD), sur les Objectifs de développement durable, sur les Orientations du SAMOA et sur les Plans nationaux de développement durable. Le projet Inform est financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

## Les ÉFM se préparent pour le SoE et les SNAGE

Un appui a été fourni aux États fédérés de Micronésie par l'intermédiaire du Département de l'environnement, du changement climatique et de la gestion des situations d'urgence (DECCEM) en vue de consultations nationales visant à convenir de l'approche à adopter pour le rapport sur l'état de l'environnement (SoE) des ÉFM et les stratégies nationales de gestion environnementale (SNAGE).

Des représentants des quatre états et du gouvernement national, ainsi que des consultations individuelles avec les principaux ministères, organisations non gouvernementales et parties prenantes concernées, ont recueilli les données et les informations nécessaires pour le SoE et les SNAGE. Un portail de données environnementales a également été créé pour les ÉFM.

## Les Fidji renforcent la mise en œuvre de la CITES

Un projet de cadre a été présenté pour approbation par le Conseil scientifique des Fidji à la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES). Un atelier national a été organisé pour aider à améliorer la mise en œuvre des obligations de la CITES par divers secteurs, ces derniers pourraient se charger des rapports et des mesures d'application par le biais de politiques distinctes. Le cadre identifie les principaux défis et enjeux, et prescrit une voie à suivre.

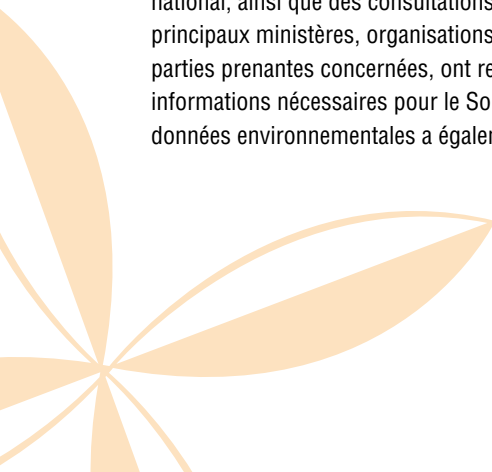
L'atelier a rassemblé un large éventail de parties prenantes nationales, notamment des représentants du gouvernement national fidjien, de l'Association fidjienne de droit de l'environnement, de l'Autorité de sécurité maritime, de l'Université du Pacifique Sud, du WWF – Fidji, de l'Organisation douanière de l'Océanie, de la Mamanuca Environment Society, de la Wildlife Conservation Society, du PROE et de l'institution caritative Pew.

## Protocole d'entente pour renforcer les relations avec Météo France en Polynésie française

Météo-France en Polynésie française renforcera sa collaboration avec le PROE à travers un protocole d'entente signé en 2018. Ce dernier facilitera la coordination et la collaboration en fournissant un appui technique et des moyens de développement des capacités pour les services météorologiques du Pacifique.

Il s'inscrit dans la continuité d'un partenariat qui a permis à Météo France de participer au Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique en 2015 et d'apporter une contribution substantielle aux discussions techniques.

Le protocole d'entente prévoit une invitation permanente pour participer à des réunions telles que la Réunion ministérielle du Pacifique sur la météorologie, la Réunion du Conseil météorologique du Pacifique, le Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique et d'autres réunions régionales de planification stratégique, le cas échéant. Il prévoit aussi le co-parrainage et la convocation aux réunions pertinentes et aux engagements associés des parties prenantes, dans le cadre d'activités menées dans le Pacifique financées par les donateurs.



PROE/F.Artzner



## Guam a accueilli la Conférence sur le développement durable insulaire

La 9<sup>e</sup> Conférence régionale sur le développement durable insulaire s'est tenue à Guam en mars. La conférence a inspiré le changement, facilité l'action et fourni un lieu de partage, de mise en relation et de collaboration sur les questions de développement durable liées aux solutions économiques, sociales/culturelles, éducatives, environnementales ou liées aux énergies. Selon le Guam Daily Post, les dirigeants de Guam ont plaidé en faveur d'efforts continus pour un développement durable insulaire lors de l'ouverture de la conférence. M. Robert Underwood a donné le coup d'envoi de sa dernière conférence en tant que président de l'Université de Guam, suivi du lieutenant-gouverneur Ray Tenorio, du président du Parlement Benjamin Cruz, et de la déléguée du territoire américain de Guam, Mme Madeleine Bordallo. Chacun a attiré l'attention sur les préoccupations environnementales existantes et a suggéré des moyens pour y répondre.

8

## Kiribati au programme de la deuxième table ronde pour un Pacifique propre

Le système Kaoki Maange visant à renforcer la gestion durable des déchets à Kiribati a été présenté lors de la Table ronde pour un Pacifique propre en 2018 (Clean Pacific Roundtable), au cours d'une session sur les progrès des mécanismes existants de gestion durable des déchets. Le système Kaoki Maange de « remboursement », pour les canettes en aluminium, les bouteilles en PET et les batteries d'occasion pour voitures à Kiribati, a débuté en 2003. Depuis lors, plus de 550 tonnes de déchets ont été exportées : plus de 200 tonnes de canettes en aluminium, plus de 90 tonnes de bouteilles en PET et plus de 200 tonnes de batteries de voitures usagées. Des travaux sont en cours pour étendre le programme à un système de recyclage des véhicules hors d'usage afin de traiter la question des stocks de véhicules hors d'usage sur Kiribati.

Les Kiribati au programme de la deuxième table ronde pour un Pacifique propre.



## Nauru appelle la communauté mondiale à agir maintenant

Les dirigeants du monde entier ont été appelés à « agir maintenant » par le Président de Nauru, S.E. le Baron Waqa, lors de la 24<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le Président Waqa s'est adressé à la session plénière de haut niveau lors de la COP24 de la CCNUCC à Katowice, en Pologne, en décembre, et a demandé aux dirigeants mondiaux et aux délégués de la conférence comment ils souhaitaient qu'on se souvienne d'eux. Ses commentaires ont été formulés après la publication du rapport des Nations Unies sur les lacunes en matière de réduction d'émissions dans l'environnement juste avant la COP21 de la CCNUCC et du rapport spécial du GIEC sur le réchauffement de 1,5 °C, publié en octobre 2018.

## La Nouvelle-Calédonie a accueilli l'atelier de suivi et de gestion des aires marines protégées

Les responsables de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna ont une meilleure compréhension des technologies disponibles pour faciliter le suivi des aires marines protégées (AMP), grâce à une étude mandatée par l'Agence française pour la biodiversité (AFB). Un atelier sur le suivi et la gestion des aires marines protégées s'est tenu à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, en 2018 pour présenter les résultats de l'étude sur les technologies de suivi des AMP et l'outil d'aide à la décision sur les technologies de suivi des AMP. L'atelier a été coordonné par l'AFB et le PROE, dans le cadre du projet Ceinture bleue de biodiversité du Pacifique, financé par la subvention European Best 2.0. L'atelier comportait trois volets. Le premier a fait le point sur les activités du projet, le second sur les technologies de suivi des AMP et le troisième sur l'utilisation de l'outil d'aide à la décision, appelé « choix de la technologie de suivi ».

Le projet Ceinture bleue de biodiversité du Pacifique a été lancé en mai 2016, il est financé par l'Union européenne et a été mis en œuvre par le PROE en partenariat avec l'Agence française pour la biodiversité.







## Projet de préparation de Nioué

Le Projet de préparation de Nioué dans le cadre du Fonds vert pour le climat (FVC) a débuté en 2018, il a été lancé lors d'un atelier préparatoire avec le soutien de l'Unité de gestion et de coordination du projet de Nioué (PMCU) en partenariat avec le PROE. Le projet aide Nioué à travailler plus efficacement avec le FVC et d'autres partenaires pour accéder au financement, afin de répondre à leurs besoins prioritaires en matière de changement climatique. L'atelier a réuni des représentants des secteurs gouvernementaux, non gouvernementaux et des entreprises pour discuter de la façon dont Nioué pourrait travailler avec eux, afin d'assurer une utilisation efficace, durable et à fort impact du financement climatique accessible par le biais du FVC.

Le projet de préparation dispose d'un budget global de 558 000 USD, et il sera exécuté par une équipe de projet basée au PMCU, au gouvernement de Nioué, qui travaillera en partenariat avec le PROE, partenaire chargé de la mise en place du FVC.

## Les Palaos pour la protection des requins

Les Palaos ont signé en 2018 la Déclaration des ministres des îles du Pacifique sur la Conservation des requins et des raies.

Les Palaos sont entrées dans l'histoire en 2009 en fondant le premier sanctuaire de requins au monde. Un autre moment historique s'est produit en 2015 lorsque les Palaos, les ÉFM et la République des îles Marshall ont créé le tout premier sanctuaire régional de requins appelé Sanctuaire régional des requins de Micronésie.

Plus de 100 millions de requins sont tués chaque année lors de pêches commerciales pour répondre à la forte demande d'ailerons de requins, malgré le fait que des récifs sains sont vitaux pour le tourisme et la vie marine. La science a démontré que les requins aident à maintenir la santé des récifs coralliens.

## La Papouasie–Nouvelle-Guinée (PNG) a créé un portail national de données pour soutenir l'amélioration de la gouvernance environnementale

La Papouasie–Nouvelle-Guinée est l'un des 14 pays insulaires du Pacifique qui participent au projet régional Inform du FEM mis en œuvre par l'ONU Environnement et exécuté par le PROE. Avec l'aide du projet Inform, un portail national sur l'environnement a été créé pour la PNG sous la direction de l'Office de la conservation et de la protection de l'environnement (CEPA).

Le portail de données est un recueil d'informations et de données relatives à l'environnement. L'objectif principal est de faciliter l'accès des organismes gouvernementaux, des intervenants clés et du grand public aux informations essentielles à la planification, au suivi, à la production de rapports et à la prise de décisions. Le portail facilite également l'établissement de rapports nationaux tels que le rapport sur l'état de l'environnement, les rapports requis en vertu des accords multilatéraux sur l'environnement et les objectifs de développement durable.

Le portail de données sur l'environnement en PNG est conçu sur un logiciel open source, utilisé par de grandes organisations mondiales et régionales en vue de rendre les informations disponibles. Il est également destiné à servir le CEPA et peut être utilisé pour favoriser l'accès et la collaboration multisectoriels et intraministériels. Le développement des capacités a été transmis au CEPA dans le cadre du processus d'établissement du portail. Le portail national sur l'environnement de la PNG a bénéficié d'un soutien financier supplémentaire de la part du projet du PNUD intitulé « Renforcement des capacités en vue du développement de projets environnementaux régionaux et mondiaux dans le Pacifique » (Enhancing Capacity to Develop Global and Regional Environment Project in the Pacific).







## La République des îles Marshall (RIM) lance SNAGE

Un lancement en douceur de la Stratégie nationale de gestion de l'environnement (SNAGE) 2017–2022 de la RIM a eu lieu en marge du lancement du projet Inform en août dernier.

SNAGE constitue un engagement de la RIM pour la conservation et l'amélioration de son environnement pour les générations actuelles et futures, pour promouvoir le développement durable et pour intégrer la conservation de l'environnement et la bonne gouvernance des efforts de développement.

## Le Samoa, le 8<sup>e</sup> sanctuaire de requins du Pacifique

Le Samoa a annoncé la création d'un sanctuaire de requins dans sa zone économique exclusive (ZEE) de 128 000 km<sup>2</sup>, ce qui en fait le huitième pays insulaire du Pacifique à avoir désigné ses eaux nationales comme sanctuaire protégé pour tous les requins et les raies. Cette décision intervient après la modification du règlement 2018 sur la protection des espèces marines sauvages, qui interdit la pêche commerciale, la vente, l'importation et l'exportation de toutes les espèces de requins et de raies ainsi que de leurs dérivés. L'annonce faite par le Samoa porte à 17 millions de km<sup>2</sup> la superficie totale des sanctuaires de requins établis dans les îles du Pacifique. Elle comprend des ZEE des ÉFM, de la Polynésie française, de Kiribati, de la Nouvelle-Calédonie, des Palaos, de la RIM et du Samoa.

10



## Un premier prix pour les îles Salomon

Une analyse et une cartographie de l'écosystème et de la résilience socioéconomique (ESRAM) entreprise par le projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique (PEBACC) dans les îles Salomon se voient récompensées par un premier prix. Le Prix de la gestion durable 2018 dans la catégorie des projets financés à l'échelle internationale a été présenté par l'Australia and New Zealand Institute for Sustainable Management (ANZISM). Le groupe de consultants australien BMT a préparé l'évaluation, affinant et appliquant la méthodologie ESRAM développée par le PROE pour le projet PEBACC. BMT a mobilisé pendant deux ans les parties prenantes locales pour cartographier les types d'écosystèmes, définir les fonctions et services écosystémiques clés, identifier les menaces qui pèsent sur ces fonctions et services, et identifier et hiérarchiser les interventions d'adaptation basées sur les écosystèmes (EbA) pour améliorer la santé des écosystèmes et accroître la résilience des communautés aux changements climatiques.

## Les émissions de gaz à effet de serre des Tokelau doivent être recensés

Le projet sur les gaz à effet de serre (GES) des Tokelau a été présenté lors d'un événement spécial dans le pavillon du Pacifique et de Koronivia lors de la 24<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en décembre de l'année dernière. Pour la première fois, les Tokelau entreprendront un inventaire des gaz à effet de serre qui sera soumis avec l'inventaire des GES de la Nouvelle-Zélande en 2019. La Nouvelle-Zélande a étendu sa ratification de la CCNUCC et de l'Accord de Paris aux Tokelau, après de longues consultations entre les deux gouvernements. Cela signifie que la Nouvelle-Zélande doit désormais également rendre compte des émissions et des suppressions des GES des Tokelau, ce qui a conduit à l'initiative conjointe des deux gouvernements (Projet GES des Tokelau) de mettre au point la méthodologie nécessaire à cette fin.







PACC/L. McPake



SPREP/D. Sadler

## Les Tonga accueillent la réunion du Programme de soutien au climat et aux océans

Le Programme de soutien au climat et aux océans dans le Pacifique a confirmé la volonté du Gouvernement australien de poursuivre la deuxième phase de soutien prévue sur une période de quatre ans, commençant le 1<sup>er</sup> juillet 2018, lors de la réunion de synthèse organisée par les Tonga. L'objectif du COSPPac est de renforcer la capacité des îles du Pacifique à gérer et à atténuer les impacts de la variabilité climatique et marémotrice, et de travailler avec les membres pour élaborer des outils de prévision et de rapport sur le climat, les marées et les océans. Il déterminera également la meilleure façon de communiquer ces informations aux collectivités, aux entreprises et aux gouvernements. Le COSPPac est géré par le Bureau australien de météorologie (BoM) et il est mis en œuvre en partenariat avec Geoscience Australia (GA), la Pacific Community (Communauté du Pacifique – CPS) et le PROE. Le COSPPac1 représente un investissement de 39 millions de dollars australiens de 2012 à 2018.

## Tuvalu a revu sa politique intégrée des déchets et son plan d'action 2017–2026

Le PROE a contribué à la révision de la mise en œuvre de la politique des déchets à Tuvalu, et ce, notamment en déterminant les changements de priorités. Cette démarche a été coordonnée avec le Département de la gestion des déchets et en consultation avec les parties prenantes des secteurs concernés. Une évaluation des besoins en capacités a été réalisée pour déterminer les carences dans la mise en œuvre des politiques. Les rapports de synthèse décrivent les progrès sur un an et les priorités révisées du secteur des déchets à Tuvalu, et aident à orienter les actions futures. Cette action est une condition sine qua non au lancement du projet bilatéral sur les déchets financé par le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED 11).



© S. Chape

## Début du projet de foresterie urbaine au Vanuatu

Le Département des forêts du Vanuatu a signé une lettre d'accord avec le PROE dans le cadre du projet Adaptation écosystémique aux changements climatiques dans le Pacifique (PEBACC) pour lancer un projet de foresterie urbaine à Port Vila. Ce projet comprend la restauration de la zone riveraine de la rivière Tagabe et la création de pépinières d'arbres communautaires.

Les mesures comprennent la replantation le long de la rivière Tagabe, ainsi que la création de pépinières d'arbres pour une grande partie de la région de Port Vila afin de s'assurer de la disponibilité des semis. Le Comité des jeunes du Conseil régional de Tanvasoko de la province de SHEFA a également été soutenu par le projet de coordination d'une activité de nettoyage de la rivière Tagabe. Le PEBACC est un projet sur cinq ans mis en œuvre par le PROE en partenariat avec les gouvernements des Fidji, des îles Salomon et du Vanuatu.

Le projet est financé par l'Initiative internationale pour le climat (IKI) administrée par le Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU). Le projet se concentre sur le renforcement et la protection du rôle des services écosystémiques naturels pour améliorer la résilience au changement climatique.

## Wallis-et-Futuna dispose d'un nouveau sentier de mangrove

Un nouveau sentier de mangrove le long du littoral du village de Vaiteolo à Wallis-et-Futuna a été aménagé pour souligner la valeur et la fragilité des écosystèmes des mangroves. Ce sentier de 800 mètres de long mène à une source d'eau douce qui revêt une grande importance pour l'histoire de la communauté. Il témoigne des efforts déployés par les associations de villages pour planter des mangroves le long du littoral.

Cette initiative a été coordonnée par le projet Ceinture bleue de biodiversité du Pacifique dans le cadre d'une subvention intermédiaire BEST2.0. Le parcours est jalonné de huit panneaux que les étudiants en excursion ou les touristes peuvent consulter pour en savoir plus sur l'importance des écosystèmes des mangroves.

Le projet Ceinture bleue de biodiversité du Pacifique a été lancé en mai 2016, il est financé par l'Union européenne et a été mis en œuvre par le PROE en partenariat avec l'Agence française pour la biodiversité.



# 25 Ans du PROE en 2018

Le PROE a célébré ses 25 ans en tant qu'organisation indépendante à la suite de la signature de l'Accord du PROE en juin 1993.

La campagne des 25 ans du PROE a démarré en mai 2018 avec une cérémonie spéciale, lors de laquelle un gâteau a été découpé, présidée par le Premier ministre du Samoa, Son Excellence Tuilaepa Dr Sailele Malielegaoi, le même jour que le lancement de l'innovant Centre océanien sur le changement climatique. Le Premier ministre était accompagné par les ministres d'État, des membres du corps diplomatique, des partenaires du développement et des représentants du PROE ainsi que la Communauté du Pacifique.



Les États fédérés de Micronésie ont célébré leur 25<sup>e</sup> anniversaire lors de la mission spéciale du personnel du PROE auprès des États fédérés de Micronésie. Le secrétaire adjoint au ministère des Affaires étrangères, M. Samson Pretrick, a évoqué certaines des principales réalisations du PROE dans les EFM, notamment la rédaction du premier rapport sur l'état de l'environnement de 1992 qui avait reçu une assistance technique du PROE et un soutien financier de la Banque asiatique de développement.

« Je félicite le PROE d'avoir poursuivi sur la voie du développement environnemental en renforçant les relations amicales et la coopération mutuellement bénéfique à la plupart des pays »

M. Sanson Pretrick





Le 25<sup>e</sup> anniversaire du PROE a également été commémoré avec un gâteau spécial lors de la 2<sup>e</sup> Table ronde pour un Pacifique propre 2018 par le Premier ministre des Fidji, Son Excellence Josaia Voreqe Bainimarama, Dame Meg Taylor, secrétaire général du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, et M. Kosi Latu, Directeur général du PROE.



L'Union internationale pour la conservation de la nature et le PROE ont célébré leurs anniversaires avec le gouvernement du Samoa lors de l'atelier de lancement du Programme régional de gestion des aires protégées et de la biodiversité. Alors que le PROE célébrait son 25<sup>e</sup> anniversaire, l'UICN fêtait sa 70<sup>e</sup> bougie avec un gâteau spécial commémorant l'importance des partenariats pour la région du Pacifique.



Le Collège Lefaga du Samoa a remporté le Défi des écoles face aux espèces envahissantes de la région Pacifique en 2016 avec une affiche encourageant les gens à contribuer à enrayer la propagation des espèces envahissantes. Dans le cadre des événements célébrant le 25<sup>e</sup> anniversaire, l'affiche lauréate a été exposée sur un panneau d'affichage à l'école.







Le PROE a célébré son 25<sup>e</sup> anniversaire le 16 juin 2018. Pour marquer cet événement important, le PROE a organisé une journée portes ouvertes pour plus de 150 étudiants afin de présenter certains des travaux importants accomplis par l'organisation dans la région, en partenariat avec les membres et partenaires des îles du Pacifique. Les étudiants, les parents et les enseignants en visite ont également pu en apprendre plus sur les activités liées à l'Année océanique pour les récifs coralliens 2018.



Maintenir les problématiques environnementales du Pacifique sur le devant de la scène publique était l'une des priorités du 25<sup>e</sup> anniversaire. Les activités comprenaient une série de conversations mensuelles sur le Pacifique dans le magazine régional du Pacifique *Islands Business International*.





Le comité social du PROE, le Coral Club, a commémoré le 25<sup>e</sup> anniversaire en plantant 5 271 plantes indigènes dans la réserve naturelle de Vaillima en partenariat avec le ministère des Ressources naturelles et de l'environnement du Samoa. Cette initiative visait à soutenir la campagne de mise en terre de deux millions d'arbres organisée par le Samoa sur la période 2015–2020.



Un certain nombre de réunions et d'ateliers organisés par le PROE ont coïncidé avec l'anniversaire. Les participants se sont joint à l'événement marquant une nouvelle étape importante pour l'organisation.

15





# CBD COP14

La 14<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité biologique



La préparation du Pacifique permet une forte visibilité du Pacifique à la COP14 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) en Égypte.

« Investir dans la biodiversité pour les peuples et la planète » a été le thème de la plus grande conférence sur la biodiversité du monde organisée en 2018 à Sharm El-Sheikh, en Égypte. Plus de 190 Parties ont participé à la 14<sup>e</sup> Conférence des Parties (COP14 de la CDB) à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique, aux côtés de partenaires, du secteur privé et d'ONG pour concrétiser les engagements mondiaux visant à enrayer la perte de biodiversité.

Les Parties océaniques participant à la CDB se sont réunies trois mois avant la COP14 pour définir la voie à adopter pour assurer l'harmonie de leur engagement et préparer les sixièmes rapports nationaux à la CDB. Le rapport sur le Pacifique qui en a résulté résumait les points de vue des États insulaires du Pacifique, des rapports plus approfondis sur les domaines clés de l'ordre du jour, et un guide d'orientation pour aider le Pacifique à s'y retrouver lors de la COP14 de la CDB.

La visibilité du Pacifique a été importante, notamment grâce à la distribution de poe tiare ou de sei, des fleurs que portaient les délégués du Pacifique. Le PROE tenait un stand avec des supports promotionnels et de sensibilisation. Les délégués du Pacifique ont quant à eux pris part à de nombreux événements parallèles, dont un spécifique à la région du Pacifique.

Un segment de haut niveau a précédé la COP14 de la CDB. Parmi les autres réunions on comptait la neuvième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Conférence des Parties au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, ainsi que la troisième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Conférence des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.



Les délégués des îles du Pacifique envoient des messages forts à la COP de la CDB.





M. Stuart Chape du PROE, lors de sa présentation sur les récifs coralliens du Pacifique.

## Appel à l'action pour nos récifs coralliens lors de l'événement parallèle sur le Pacifique

Lors de la COP14 de la CDB, un événement parallèle sur la progression des îles du Pacifique vers les objectifs d'Aichi pour la biodiversité a été organisé et a accueilli une vaste audience. Cet événement spécial a présenté le travail effectué dans les îles du Pacifique, en particulier les progrès réalisés dans les zones protégées en

Papouasie-Nouvelle-Guinée, les actions visant à améliorer la protection de la biodiversité par l'éducation et la sensibilisation aux Tonga et les travaux de lutte contre les espèces envahissantes en Nouvelle-Zélande. Les participants ont également été informés des activités d'accès et de partage des avantages à Tuvalu.



Délégués du Pacifique insulaire.

L'événement parallèle sur le Pacifique a insisté sur les mesures requises pour assurer la protection de nos récifs coralliens à travers l'objectif 10 des objectifs d'Aichi pour la biodiversité de la CDB, y compris l'importance des aires marines protégées et la nécessité de planifier un suivi et une gestion des récifs coralliens efficaces.



S'y retrouver lors de la COP14 de la CDB grâce au guide Compass, spécialement conçu pour les délégués des îles du Pacifique par le PROE.

## Les Tonga interpellent lors du débat de haut niveau de la COP14 de la CDB

Assurer la prise en compte de la protection de la biodiversité et de la conservation dans le contexte de l'exploitation minière faisait partie des sujets traités lors du segment de haut-niveau. Les Tongas ont sollicité l'appui du Secrétariat de la CDB pour investir dans l'économie bleue et la conservation et la gestion marine suite à la progression de l'exploitation et l'exploration

des fonds marins. Les îles du Pacifique détiennent la pleine propriété de toute activité d'exploration ou d'exploitation minière des fonds marins au sein de leur vaste plateau continental. Elles peuvent refuser toute activité minière si elles estiment que les impacts environnementaux ou les risques associés à l'exploitation minière des fonds marins dépassent les avantages.



« Nous reconnaissons les avantages et les risques potentiels des activités d'extraction minière en haute mer et nous apprécions des informations additionnelles et une assistance pour mieux les comprendre. Si elles ne sont pas gérées avec soin, les activités d'extraction en haute mer pourraient avoir des effets négatifs sur l'atteinte de plusieurs objectifs de développement durable et objectifs d'Aichi. Si elles sont bien gérées, les activités minières peuvent contribuer au succès de ces objectifs en favorisant la productivité économique et la création d'emplois. »

M. Paula Ma'u, Directeur général du ministère de la Météorologie, de l'Énergie, de l'Information, de la Gestion des catastrophes, de l'Environnement, du Changement Climatique et de la Communication des Tonga, lors du segment de haut niveau.



## Le PROE s'engage dans le partenariat mondial sur les aires protégées lancé lors de la Conférence des Nations unies sur la biodiversité

Il faudra encore deux ans pour atteindre les objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité, conformément aux engagements pris par plus de 190 Parties à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique, y compris les Parties insulaires du Pacifique. Pour aider les Parties à atteindre l'objectif 11 d'Aichi pour la biodiversité relatif aux aires protégées au cours des deux prochaines années, un partenariat mondial a été lancé à la COP14, réunissant 37 partenaires, dont le PROE.

Le partenariat est un engagement de mobilisation renforcée de la communauté mondiale pour mettre en œuvre l'objectif 11, ce partenariat a été lancé lors d'une journée spéciale sur les aires protégées à la COP14 de la CDB.

**UN BIODIVERSITY  
CONFERENCE**  
Investing in biodiversity for people and planet



**COP 14 - CP/MOP9 - NP/MOP3**  
**Sharm El Sheikh, Egypt, 2018**



L'honorable Fiamé Naomi Mata'afa, vice-premier ministre du Samoa, également ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement, fait une présentation à l'ouverture du segment de haut niveau



Le PROE et la RIM ont participé à un événement spécial organisé dans le pavillon de Rio intitulé « Renforcer les capacités au-delà de 2020 ».



## Voix des îles du Pacifique lors d'événements spéciaux

### SAVOIRS TRADITIONNELS ET ANCIENNES PRATIQUES DE GUÉRISON : LE SAMOA PROGRESSE VERS LE PROTOCOLE DE NAGOYA

Les îles Cook et le Samoa figurent dans la publication ABS – Ressources génétiques pour le développement durable, lancée lors de la COP14 de la CDB.

Un délégué du Samoa a partagé ses expériences de travail lors de l'événement spécial. Ce rapport comprenait une étude de cas réalisée par

l'Organisation de recherche scientifique du Samoa, en collaboration avec le ministère des Ressources naturelles et de l'environnement (MNRE), portant sur des substances végétales médicinales du Samoa afin de fournir la preuve scientifique qu'elles contribuent à prévenir certaines maladies.

Avant l'adoption du Protocole de Nagoya, le Samoa avait pris des dispositions à la fin des années 1980 pour la bioprospection. Bien qu'ayant signé et ratifié le Protocole de Nagoya en 2014, le Samoa travaille maintenant à l'élaboration d'un cadre juridique national, qui en est à ses derniers stades de développement.

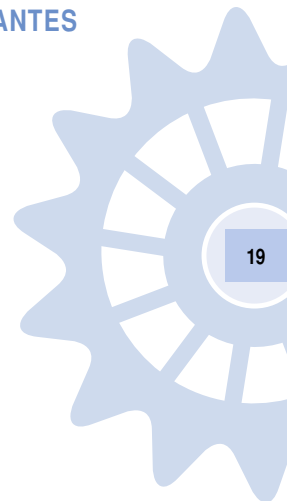


### LES PALAOS IMPRESSIONNENT À LA COP14 DE LA CBD PARTAGE DE SON EXPÉRIENCE DE L'ÉRADICATION DES ESPÈCES ENVAHISSANTES

Présenté lors l'évènement spécial intitulé « Au-delà de la biodiversité : intensifier l'éradication des espèces envahissantes dans les îles » à la COP14 de la CDB, les Palaos ont présenté leur expérience de cinq projets visant à restaurer leurs écosystèmes insulaires d'origine.

L'éradication des rats et des chats sauvages sur l'atoll de Kayangel des Palaos a permis

d'accroître la population d'oiseaux mégapodes, de relancer la croissance des plantes-racines locales et d'employer des membres de la communauté locale pour soutenir les efforts de conservation. Parmi les autres résultats positifs pour la restauration des écosystèmes insulaires, citons l'éradication des rats et des porcs sur l'atoll de Helen Reef et l'île de Ngcherur.



### TUVALU PRÊT À METTRE EN ŒUVRE LE PROTOCOLE DE NAGOYA PAR LE BIAIS DU GLOBAL ONLINE CLEARINGHOUSE

Lors de l'événement spécial sur la Clearing House d'APA à la COP14 de la CDB, Tuvalu a présenté son expérience en matière d'adhésion au Protocole de Nagoya, ainsi que les étapes nécessaires à la ratification et à la mise en œuvre du Protocole. L'une des premières activités entreprises par Tuvalu a été de partager des informations sur le Clearing House d'APA, un site Internet mis à jour par

le Secrétariat de la CDB. Son objectif est de rendre toutes les informations pertinentes à l'APA disponibles dans un référentiel global ouvert. Le centre d'échange de l'APA permet aux prestataires d'échanger des informations sur les contacts, les procédures et les conditions requises pour accéder aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles.





# Écosystèmes insulaires et océaniques

Forêt, Île de Guadalcanal, Îles Salomon. © S.Chape

20

## Deuxième objectif régional du Plan stratégique du PROE :

**Les communautés océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients.**

Des écosystèmes et leur biodiversité en bonne santé constituent les bases d'un développement durable, d'une adaptation et d'une résilience au changement climatique dans la région du Pacifique.

## Conclusion du projet de renforcement des capacités et de mobilisation des données sur les espèces envahissantes du Pacifique du GBIF

Un projet consistant à renforcer les capacités sur 14 États et territoires insulaires du Pacifique en vue d'améliorer le partage, la sécurité et l'utilisation des données sur les espèces envahissantes a abouti à la création 22 nouveaux organismes de publication

et 52 nouvelles bases de données contenant 20 585 nouvelles entrées.

Le GBIF (Système mondial d'information sur la biodiversité) est un outil de recherche ouvert financé par divers gouvernements,

qui vise à fournir un accès libre et gratuit aux données sur la biodiversité à tous et n'importe où.

En tant que premier point nodal du GBIF pour participants du Pacifique, le PROE a permis à ses États membres de publier

leurs données concernant la biodiversité directement sur le GBIF à l'aide des outils à leur disposition.

Cela permet au PROE d'intégrer ces nouveaux critères de gestion des données à de nouveaux projets.

Formation pour que les insulaires du Pacifique puissent saisir les données du Pacifique dans l'outil de recherche de données ouvertes GBIF.





## Conservation du dugong et des herbiers marins dans les États océaniques de l'aire de répartition

La dégradation du statut des herbiers marins et de la population des dugongs a été examinée par les représentants de quatre des cinq États océaniques de l'aire de répartition des dugongs, lors d'un événement aux îles Salomon en 2018.

Les participants de Nouvelle-Calédonie, des Palaos, des îles Salomon et du Vanuatu ont également fait le point sur les progrès réalisés au cours des quatre années du projet de conservation du dugong et des herbiers marins dans les îles Salomon et au Vanuatu.

La réunion, financée par le gouvernement des îles Salomon, a conclu qu'il fallait intensifier les efforts pour sensibiliser l'opinion publique, pour développer des estimations fiables sur l'abondance des dugongs et pour cartographier les prairies marines des États de l'aire de



Photo : D. Perrine, Droit d'auteur Commonwealth of Australia (GBRMPA)

un habitat important pour le dugong. La réunion a aussi permis de communiquer les résultats concernant le plan d'action provisoire en faveur du dugong 2018–2022 du PROE.

du dugong et des herbiers marins est mis en œuvre par le Fonds pour la conservation des espèces Mohamed bin Zayed avec un financement du FEM et un soutien dans la

appui technique est apporté par le biais du protocole d'entente sur les dugongs de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage.

## Compte rendu sur les récifs coralliens du Pacifique publié en 2018

Les écosystèmes des récifs coralliens font partie intégrante de la vie et de la culture des Océaniques, dont l'importance est soulignée dans le rapport sur le statut et l'évolution des récifs coralliens du Pacifique publié par le PNUE et le PROE.

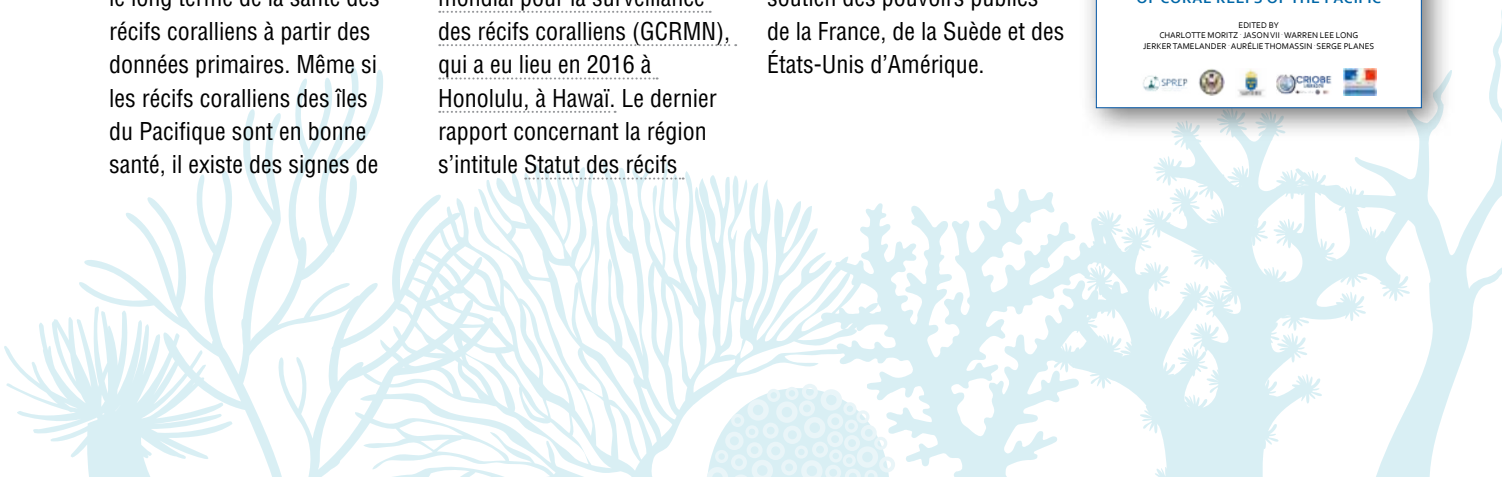
Le rapport fournit les dernières analyses de l'évolution sur le long terme de la santé des récifs coralliens à partir des données primaires. Même si les récifs coralliens des îles du Pacifique sont en bonne santé, il existe des signes de

faiblesses, particulièrement dans les zones habitées. Il faut mener une action urgente sur le changement climatique et la gestion des côtes afin de protéger ces écosystèmes qui assurent la vie.

Fruit de deux années de travail, le rapport a vu le jour lors de l'atelier du Pacifique du Réseau mondial pour la surveillance des récifs coralliens (GCRMN), qui a eu lieu en 2016 à Honolulu, à Hawaï. Le dernier rapport concernant la région s'intitule Statut des récifs

coralliens du Pacifique et perspectives en 2011.

Le rapport est le fruit d'un partenariat entre l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI), le Centre de recherches insulaires et Observatoire de l'Environnement (CRIOBE), le PNUE et le PROE, avec le soutien des pouvoirs publics de la France, de la Suède et des États-Unis d'Amérique.





## Permettre au Pacifique de consolider ses aires protégées

Plus de 100 participants, issus des pouvoirs publics, des ONG, des parties prenantes et des partenaires, se sont retrouvés en 2018, lors de l'atelier de lancement de la seconde phase du programme de l'Observatoire régional pour la gestion de la diversité biologique et des aires protégées (BIOPAMA). Son objectif consistait à renforcer la gestion et la gouvernance des aires protégées dans la région du Pacifique.

Ce séminaire de cinq jours a rassemblé une large gamme de compétences issues de la région, afin d'examiner les priorités et les capacités requises en gestion des aires protégées, et les données par pays. L'événement a permis aux participants de découvrir plus d'informations sur le Portail océanien des aires protégées (PIPAP) et d'échanger sur les moyens d'améliorer le partage de données et d'informations, la coordination et la collaboration entre les partenaires clés.

Le BIOPAMA est une initiative du regroupement d'États Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) financée par le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED11) de l'Union européenne et mise en œuvre conjointement par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne. Dans la région du Pacifique, le BIOPAMA est mis en œuvre par le bureau régional de l'UICN pour l'Océanie en partenariat avec le PROE.

Le partenariat entre le bureau régional de l'UICN pour l'Océanie et le PROE a amélioré le PIPAP, une plateforme unique pour obtenir des informations sur les aires protégées, entretenue par le PROE avec l'aide des partenaires et des membres. Par le biais du BIOPAMA, le Centre commun de recherche de la CE apporte également un soutien technique essentiel au PIPAP.



Partage des enseignements tirés pour améliorer la gestion des aires protégées dans le Pacifique. Photo : BIOPAMA

« Les aires protégées qui existent actuellement ont été créées pour protéger les derniers espaces naturels importants sur terre, dans les zones marines et côtières de notre région. Il s'agit de garantir le développement durable de ces zones dans l'intérêt non seulement de notre génération, mais aussi pour celui des nombreuses générations futures »

Afioga Taefu Lemi Taefu, Monsieur le Ministre associé des Ressources naturelles et de l'Environnement, du gouvernement du Samoa.

« Nous avons montré au monde que l'avenir de nos pays dépend d'une véritable gestion des écosystèmes marins, en exploitant l'élan généré par cette prise de conscience afin de veiller à ce que les populations de requins obtiennent enfin la gestion dont elles ont tellement besoin. Même si beaucoup de choses ont été réalisées, une véritable gestion et conservation des requins demeure une problématique mondiale pertinente. Les requins sont importants pour nous les Océaniens au regard de l'économie, de l'écologie et de la culture, pourtant de nombreuses populations ont chuté à des niveaux extrêmement bas ».

Madame la vice-Premier ministre et ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement du gouvernement du Samoa, Fiaame Naomi Mata'afa.



La déclaration sur les requins du Pacifique est signée !

## Déclaration de conservation des requins et des raies du Pacifique signée par 10 îles du Pacifique

Les îles du Pacifique ont montré l'exemple au reste du monde quand leurs ministres ont signé une déclaration de conservation des requins et des raies à l'issue du symposium

ministériel océanien sur les requins en 2018.

Les Îles Cook, les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les Kiribati, la Nouvelle-Calédonie, Nioué, les Palaos, le Samoa, Tuvalu et le Vanuatu ont signé

la déclaration qui privilégie des mesures de gestion des requins afin de réduire la mortalité des requins et des raies.

Le symposium ministériel océanien sur les requins était le fruit d'un partenariat

entre l'Institut australien des sciences marines, le gouvernement du Samoa, le Pew Charitable Trusts, Paul G. Allen Philanthropies, le PROE et la Wildlife Conservation Society.



## Doter le Pacifique des moyens nécessaires pour ratifier et mettre en place le Protocole de Nagoya

Une série d'initiatives a été réalisée par le PROE en 2018 par le biais du projet financé par le FEM de ratification et de mise en œuvre du Protocole de Nagoya dans les pays de la région du Pacifique. Le projet, d'une durée de trois ans, a été initié en juin 2017.

En 2018, les réalisations du projet comprenaient :

- Les Palaos et Tuvalu ont adhéré au protocole en 2018, portant le nombre total de parties insulaires océaniques à sept.
- Les autorités du Vanuatu et de la République des Îles Marshall ont été soutenues dans la préparation de leurs rapports provisoires nationaux et dans la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. Ces rapports sont obligatoires dans le cadre du protocole que doivent remettre les Parties sur l'évolution de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya et sur les besoins en matière de renforcement des capacités.
- Des ateliers à l'échelle nationale sur le renforcement des capacités ont eu lieu dans neuf États en vue de renforcer les ressources humaines et les capacités juridiques et institutionnelles pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.
- Le développement et l'examen des cadres législatifs et politiques des îles Cook, des États fédérés de Micronésie, des Fidji, des Kiribati, des îles Marshall, des Palaos, du Samoa, des îles Salomon et du Vanuatu. Les Palaos sont le premier État du Pacifique à adopter une mesure législative distincte sur l'accès aux ressources génétiques et le partage équitable des avantages en résultant.
- L'accès légal aux ressources génétiques et au savoir traditionnel connexe ainsi qu'aux avantages résultant de l'exploitation de ces ressources.



Préparation d'huile biologique pure à l'aide de Tamanu (*Calophyllum inophyllum*) au Vanuatu. Photo : PROE/R. Chand

« Il s'agit d'une étape importante pour le gouvernement des îles Salomon, car la population est étroitement dépendante de la diversité biologique pour sa survie et ses moyens de subsistance. La ratification du Protocole de Nagoya apportera une clarté, une assurance et de la transparence sur l'accès aux ressources génétiques ainsi que sur le partage de ses avantages »

M. Pita Kenilorea Jr, Secrétaire permanent du ministère des Affaires étrangères des îles Salomon.

23

## Programme d'échange environnemental pour les chefs traditionnels Taveuni et Kadavu des Fidji

Un programme d'échange dans les Fidji pour les chefs traditionnels de Taveuni et de Kadavu a permis d'échanger et d'apprendre à propos du développement durable et des problématiques d'aménagement du territoire à l'échelle de l'île.

L'échange a reçu le soutien du PROE par le biais du projet d'adaptation océanique au changement climatique basée sur les écosystèmes (PEBACC), du projet de restauration des services écosystémiques et d'adaptation au changement climatique (RESCUE) de la CPS

pour les Fidji. La coordination a été assurée par l'Institute of Applied Sciences de l'University of the South Pacific.

Aux Fidji, les sites du projet PEBACC sont sur l'île de Taveuni et dans la province de Macuata. Quant aux sites RESCCUE, ils sont sur l'île de

Kadavu et dans la province de Ra. Les parties prenantes des deux îles ont pu tirer profit d'un contact direct aux approches écosystémiques de chacun pour s'adapter au changement climatique, puisqu'ils explorent tous les deux des méthodes plus durables pour leur agriculture locale.

Partage des leçons tirées d'un échange aux Fidji. Photo : PROE/PEBACC





## Adaptation océanienne au changement climatique basée sur les écosystèmes sur les îles Salomon

Une initiative, visant à créer un parc naturel dans la région de Barana sur le mont Austen, aux abords de la ville de Honiara, est portée par les habitants de Barana, en partenariat avec le PROE par le biais du projet PEBACC. Le parc naturel de Barana est une initiative pour promouvoir l'adaptation écosystémique au changement climatique, en renforçant le rôle de la nature par une consolidation de la résilience des communautés. Le parc a été salué par le gouvernement des îles Salomon, ce qui incite à une transition vers une gestion durable des ressources naturelles au niveau de la province comme à celui des communautés.

Le PROE, par le biais du projet PEBACC, a aussi permis

d'établir un comité national de gestion chargé de superviser la réhabilitation des jardins botaniques de Honiara. Le comité vise à construire une résilience urbaine en restaurant et en protégeant les services écosystémiques précieux que les jardins apportent aux habitants de Honiara. Un rôle clé du comité consiste à coordonner les activités parmi les parties prenantes nationales dans la restauration des jardins botaniques. Cela consiste à encadrer la rédaction d'un plan d'affaires et de gestion et à superviser sa mise en œuvre.

Le PEBACC est un projet quinquennal, mis en œuvre par le PROE, en partenariat avec les gouvernements des Fidji, des îles Salomon et de Vanuatu. Il s'agit d'un projet

international financé par l'Initiative internationale pour le climat (IKI) du ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU).

Le projet met l'accent sur le renforcement et la

protection du rôle des services écosystémiques de la nature afin d'améliorer la résilience au changement climatique. Sur les îles Salomon, le projet occupe l'île Wagina, la province Choiseul, et Honaria sur Guadalcanal.



Forêt intérieure, îles Salomon. Photo © S. Chape

## Programme marin Pacifique-Union européenne en cours

Le PROE, l'Agence des pêches du forum des îles du Pacifique, la communauté du Pacifique et l'University of the South Pacific ont signé un accord historique en 2018 avec l'Union européenne pour aider à promouvoir la gestion durable et une bonne gouvernance des océans dans la région des îles du Pacifique.

Le programme du Partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin (PEUMP), prend des mesures à l'égard des problématiques les plus graves qui menacent la région. Parmi elles, il existe l'aggravation de l'appauvrissement des ressources des pêcheries côtières ; les menaces pour la biodiversité marine, notamment les prises accessoires des pêcheurs et l'impact négatif du changement

climatique et des catastrophes ; la contribution inégale de la pêche océanique au développement économique national ; le besoin d'améliorer l'éducation et la formation dans le secteur ; et la nécessité de simplifier une approche fondée sur les droits et de promouvoir une plus large reconnaissance de la question du genre au sein du secteur.

Le PEUMP fait la promotion des avantages équitables pour les 15 États ACP du Pacifique tout en reconnaissant la diversité des ressources, des

besoins et des opportunités entre les États.

Ce programme quinquennal est financé par l'Union européenne (35 millions €) avec un financement supplémentaire du gouvernement suédois (10 millions €). Le programme fournit une assistance concrète par le biais des organisations régionales afin de financer les activités à l'échelle nationale et régionale dans le Pacifique.

Le PROE dirige le Grand secteur de réalisation 5, l'élément concernant la Gestion des prises accessoires et des

écosystèmes intégrés (BIEM) du programme aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans les îles Salomon, aux Tonga et à Vanuatu. Le BIEM met l'accent sur l'exploitation durable de la biodiversité côtière et marine, encouragée par le biais de l'amélioration de la planification spatiale marine, du renforcement de la résilience face au changement climatique, de l'amélioration de mesures de conservation, d'atténuation et de réhabilitation.

Accord historique signé. Photo : L'Union européenne dans le Pacifique









# Résilience au changement climatique

Île de Vio, Fidji. Photo © S.Chape

## Objectif régional n° 1 du Plan stratégique du PROE :

**Les communautés océaniques bénéficient d'une résilience au changement climatique renforcée.**

En tant que coordonnateur de la lutte contre le changement climatique dans la région, le PROE continue de mener les initiatives de la région contre les conséquences climatiques. Le PROE favorise l'intégration de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des risques de catastrophes à travers le renforcement des capacités et dans le cadre d'une approche écosystémique.

## Le Vanuatu lance un projet de Fonds vert pour le climat

En 2018, le PROE a marqué l'histoire avec le lancement du projet de services d'information sur le climat pour le développement résilient (CISDRP) au Vanuatu, le premier projet de Fonds pour le climat vert (FVC) entièrement financé pour le PROE en tant qu'entité de mise en œuvre accréditée du FVC.

Le CISDRP (également connu sous le nom de VanKIRAP) renforcera le département de météorologie et de géorisques du Vanuatu afin d'améliorer la gestion des données climatiques et la fourniture de services, pour lesquels les informations climatologiques

et météorologiques sont essentielles

Le projet favorisera la sensibilisation au changement climatique aux niveaux national, provincial et communautaire dans les cinq secteurs de développement clés que sont le tourisme, l'agriculture, la pêche, les infrastructures et l'eau.

Cela conduira à la prise de décisions plus avisées en matière de politique, de planification, et de gestion du quotidien, notamment en ce qui concerne la période de récolte des cultures ou encore la réponse rapide aux catastrophes naturelles telles

que les inondations causées par un cyclone.

Le CISDRP couvre la période 2018-2021 avec un budget total de 20,5 millions de dollars, dont une subvention du FVC de 18,1 millions de dollars. Le projet est exécuté par le ministère de Météorologie et des géorisques du Vanuatu et le PROE, en collaboration avec les partenaires d'exécution suivants : l'Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO), le Centre pour le climat de l'APEC (APCC) et le Bureau australien de météorologie (BoM).

Conséquences du cyclone Pam en 2015, île d'Efate, Vanuatu. Photo © S. Chape





## La Conférence sur l'océan pacifique et le climat de la région gagne en force

La deuxième Conférence sur l'océan pacifique et le climat de la région s'est tenue à Wellington, en Nouvelle-Zélande, sous l'égide de l'Université de Victoria (VUW) en partenariat avec le PROE. La conférence de 2018 a rassemblé plus de 150 voix différentes pour échanger des idées sur la manière de lutter contre le changement climatique. Durant cet

événement de trois jours, les conférenciers ont mené des présentations sur divers thèmes parmi lesquels la modélisation des impacts, la politique du changement climatique, le niveau des mers et le changement océanique, ainsi que les écosystèmes et les ressources. L'édition 2020 de la conférence sera organisée à Apia (Samoa) par le gouvernement du Samoa

et la VUW, en partenariat avec l'Université nationale du Samoa (NUS) et le PROE.

Luamanuvao Dame Winnie Laban, Vice-chancelière adjointe de l'Université de Victoria.



Son Excellence James Shaw, ministre du Changement climatique Nouvelle-Zélande.



« Nous avons tous un rôle à jouer pour insuffler les plus hautes ambitions chez toutes les parties prenantes à l'Accord de Paris. Nous comprenons qu'il existe des défis pour tous les pays mais, grâce à la coopération, la compréhension et la bonne volonté, nous pouvons les surmonter. Les promesses ne suffisent plus, le moment est venu d'agir et nous devons tous prendre des mesures immédiates »

Son Excellence Tuilaepa Dr Sailele Malielegaoi, Premier ministre du Samoa.

Représentation artistique soulignant l'importance de notre océan Pacifique et les impacts du changement climatique sur la vie dans le Pacifique à l'ouverture de la conférence.



27

## Lancement du projet de Fonds d'adaptation dans les États fédérés de Micronésie

Le projet « Renforcer la résilience au changement climatique des communautés insulaires vulnérables des États fédérés de Micronésie (EFM) », le tout premier projet de fonds d'adaptation pour les EFM, a été lancé lors d'un atelier de présentation en 2018.

Ce projet de 9 millions de dollars financera, durant cinq ans, la mise en place d'activités destinées à relever les défis urgents en matière de sécurité de l'eau et de résilience côtière à travers les quatre états et les six îles périphériques. Parmi les activités principales on trouve des réformes législatives et politiques, l'installation de systèmes de récupération et de stockage de l'eau dans les États de Yap, Chuuk et Pohnpei, ainsi que le déplacement de routes et la protection des côtes à Kosrae.

Financé par le Fonds d'adaptation, le projet sera exécuté par le ministère de l'Environnement, du changement climatique et de la gestion des urgences pour le compte du gouvernement des EFM, en collaboration avec les états, les îles périphériques, les municipalités, les communautés, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et partenaires de développement. Le PROE joue le rôle d'agence de mise en œuvre du projet.

Ce projet est le premier à être approuvé et mis en œuvre par le PROE en tant qu'entité accréditée auprès du Fonds pour l'adaptation.



Améliorer la résilience au changement climatique dans les États fédérés de Micronésie.



## Lancement de la construction du Centre océanien sur le changement climatique



G – Son Excellence le Premier Ministre du Samoa, Directeur général du PROE, Ambassadeur du Japon au Samoa, Chef de projet Konoike Construction.

Une cérémonie officielle d'inauguration a marqué le début de la construction du Centre océanien sur le changement climatique (Pacific Climate Change Centre, PCCC). Il est financé par le gouvernement japonais par le biais d'une subvention octroyée

au gouvernement du Samoa. Le PCCC s'est établi comme centre régional d'excellence réputé pour la qualité de ses informations, ses recherches et son innovation en matière de changement climatique.

Son comité directeur est composé de diverses parties

prenantes clés, notamment les pays membres du PROE, les partenaires, les donateurs, le Conseil des organisations régionales du Pacifique (Council of Regional Organisations of the Pacific, CROP) et le gouvernement du Japon. Le comité est actuellement en consultation afin de finaliser les détails du rôle et des fonctions du PCCC, ainsi que sa structure de gouvernance et son budget.

Le coût de la construction du PCCC est estimé à un peu moins de 8 millions de dollars. La construction est réalisée par Konoike Company Ltd, une société de construction japonaise.

Le bâtiment respecte des directives vertes, avec 50 % de

son l'énergie générée par des panneaux solaires, et des plans futurs pour une alimentation énergétique reposant entièrement sur les énergies renouvelables. Il constituera une vitrine des technologies de la construction durable dans le Pacifique.

Le gouvernement néo-zélandais a financé le recrutement du personnel du centre, qui devra être en mesure de répondre aux principales thématiques. Des formations sont en cours d'élaboration, financées par la Japan International Cooperation Agency en consultation avec le PROE afin renforcer les compétences des membres insulaires du Pacifique dans les domaines de l'adaptation, de l'atténuation et du financement climatiques.

## Travailler de manière stratégique afin d'appliquer la science du climat dans la région du Pacifique

La stratégie de science et services du climat des îles du Pacifique a été élaborée en 2018 lors d'un atelier spécial qui a sollicité les conseils et opinions d'un large éventail de parties prenantes dont des représentants des

services météorologiques et hydrologiques nationaux des îles du Pacifique (National Meteorological and Hydrological Services, SMHN), les principaux secteurs nationaux, les organisations régionales et les partenaires

clés du développement et de la prestation de services.

La stratégie vise à combler les lacunes dans la recherche sur la science du climat pour le Pacifique et de proposer une approche stratégique pour le développement des capacités

de recherche, leur mise en œuvre et leur application.

Le CSIRO et le PROE ont animé l'atelier, qui a bénéficié d'un financement du ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) du gouvernement australien.

## Rôle des connaissances traditionnelles précieuses dans le cadre de la résilience

Plus de 40 experts du climat et anciens de 11 pays insulaires du Pacifique se sont réunis à Apia (Samoa) pour partager leurs connaissances et leur expertise en matière de collecte, de surveillance, de stockage et de communication des connaissances traditionnelles sur le climat et la météo.

Ce fut une occasion de recueillir des indicateurs traditionnels de connaissances associées à la prévision des événements extrêmes, et d'aider les participants à en apprendre davantage sur la valeur de l'intégration des savoirs

traditionnels et des réponses dans les systèmes d'alerte précoce et des mesures de réduction des risques.

Les connaissances traditionnelles jouent un rôle important dans la communication d'informations sur le climat aux communautés locales afin d'améliorer et de renforcer la résilience des communautés. Cela a été reconnu lors d'un atelier spécial qui a également mis au point des calendriers saisonniers, ainsi que de courtes vidéos sur le rôle des savoirs traditionnels en matière



En savoir plus sur les connaissances traditionnelles, la météo et le climat.

de réduction des risques de prévision et de catastrophe.

L'atelier était le résultat d'un partenariat entre le

PROE, la BoM et le ministère des Richesses naturelles et de l'Environnement du gouvernement du Samoa.



## Le portail du changement climatique dans le Pacifique s'agrandit avec de nouveaux outils d'assistance en ligne

L'outil du projet d'adaptation et le navigateur pour la finance climatique hébergés sur le portail du changement climatique du Pacifique ont été lancés. Ces outils sont conçus pour aider les pays du Pacifique à comprendre l'adaptation et le financement du changement climatique. Ils ont été développés grâce au projet Pacific iCLIM, une collaboration entre le PROE et l'Université Griffith, financé par le DFAT du gouvernement australien.



L'outil du projet d'adaptation fournit à la région pacifique des conseils axés sur la portée, le développement et la planification des projets d'adaptation au changement climatique, notamment en permettant aux utilisateurs d'accéder à des ressources et d'élaborer des notes conceptuelles et des propositions préliminaires du projet. Le navigateur de financement du climat propose un aperçu régional des fonds multilatéraux dédiés à la lutte contre le changement climatique actifs dans le Pacifique, créant ainsi une plateforme d'exploration des projets en cours et à venir. Il sert également de plateforme de découverte des entités accréditées auprès du Fonds vert pour le climat qui sont actives dans le Pacifique, et partage avec ses utilisateurs des informations et des événements leur permettant de rester informés des actualités relatives au financement climatique.

## Le voyage du Pacifique à la COP24 de la CCNUCC

Les îles du Pacifique se sont préparées pour la 24<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP24 de la CCNUCC) avec IMPACT, les ministères du Changement climatique des petits États insulaires en développement du Pacifique et les négociateurs de la COP24 durant les réunions préparatoires. Il s'agissait d'un partenariat entre Climate Analytics, le gouvernement des Fidji assurant la présidence de la COP23 de la CCNUCC, et le PROE.

L'événement de trois jours a permis aux îles du Pacifique d'établir une stratégie assurant un engagement accru à la COP24. Il a également servi à établir une position unifiée du Pacifique sur un certain nombre de points importants de négociation.

Le support fourni par les organismes du Pacifique pour la préparation des îles océaniques à la COP24 a été coordonné par le PROE à travers un plan One-CROP en partenariat avec

les membres insulaires du Pacifique.

Parmi les autres partenaires du One-CROP Plus on comptait le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS), la Communauté du Pacifique (CPS), l'Université du Pacifique Sud (USP), le Forum de développement des îles du Pacifique (PIDF) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Ce soutien destiné à accentuer la voix du Pacifique inclut le développement d'une gamme de réunions d'information de haut niveau pour les parties insulaires du Pacifique, un stand d'exposition du Pacifique mettant en valeur les vidéos et distribuant des clés USB, ainsi que des fleurs afin d'accroître la visibilité des îles du Pacifique en Pologne. Un événement annexe sur le Pacifique a également été organisé, comprenant de nombreux conférenciers dont des professionnels, des politiques et des intervenants scientifiques du Pacifique.

Son Excellence le Président Baron Waqa de Nauru avant sa participation au débat de haut niveau de la COP24.



Voix et requêtes du Pacifique accentuées à la COP24.

Un moment d'humour à la COP24. Le

Président de la COP23, Son Excellence Josaia Voreqe Bainimarama, Premier ministre des Fidji, avant de céder la présidence à la Pologne.







Pavillon Pacifique et Koronivia, un succès pour le Pacifique à la COP24.

## Pavillon Pacifique et Koronivia, une première aux négociations internationales sur le changement climatique

Un nouveau jalon a été franchi à la COP24 avec le pavillon du Pacifique et de Koronivia, qui avaient pour but de présenter le travail de lutte contre les changements climatiques effectué dans la région des îles du Pacifique. Le pavillon se concentrait sur trois domaines clés : le travail conjoint mené sur l'agriculture à Koronivia, le partenariat Océan Pathway et le dialogue Talanoa.

Soutenu par un partenariat établi entre le gouvernement de la Nouvelle-Zélande et la présidence des Fidji de la COP23, le pavillon de 152 mètres carrés a été financé par le gouvernement néo-zélandais.

Le PROE a brillamment coordonné l'activité du pavillon, ouvert pour douze jours. Il a pour cela reçu l'appui du gouvernement néo-zélandais et de l'équipe One CROP-Plus. Tout au long

de cette période, le pavillon a organisé 52 événements et activités annexes, accueillant plus de 6 000 visiteurs. Il a facilité dix événements spéciaux, d'autres activités et quatre lancements. Tous les événements étaient accessibles aux personnes extérieures à la COP24 via l'application Pavillon Koronivia, qui a enregistré plus de 600 utilisateurs actifs. L'application a publié plus de

200 photos et 52 événements en direct.

Le pavillon du Pacifique et de Koronivia a constitué une occasion pour les insulaires du Pacifique de présenter notre région océanique au monde entier, en apportant non seulement un avant-goût du Pacifique à Katowice, mais également en soulignant les mesures prises pour atténuer le changement climatique et s'y adapter.

## Le PROE brillant partenaire d'exécution lors du dialogue structuré du FVC

Le deuxième dialogue structuré avec le Pacifique a été hébergé par les États fédérés de Micronésie. Plus de 150 participants se sont réunis pour renforcer l'engagement des pays insulaires du Pacifique et leurs partenaires avec le Fonds vert pour le climat (FVC), et accélérer la mise en œuvre des projets et programmes du FVC dans la région.

Le PROE était le partenaire d'exécution de cet événement de quatre jours. Sa mission

était de soutenir le FVC dans ses efforts d'encouragement des pays insulaires du Pacifique à atteindre leur faible émission de carbone, leurs objectifs de développement durable résilients.

Lors de la réunion, les îles du Pacifique ont souligné l'importance de s'appuyer sur les systèmes nationaux pour une meilleure efficacité dans la programmation pour chaque pays, la nécessité d'un financement de préparation

pluriannuel pour une approche plus programmatique assurant les capacités de préparation soutenue, et le renforcement de la présence régionale du FVC pour que ses offres correspondent plus précisément aux îles du Pacifique.

Le deuxième dialogue structuré avec le Pacifique FVC a été hébergé par les États fédérés de Micronésie.  
Photo : FVC.





## Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique, pour nous tenir informés

Le quatrième Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique (Pacific Islands Climate Outlook Forum, PICOF) a eu lieu en 2018. Il a donné naissance à une déclaration régionale et des

prévisions sur les cyclones tropicaux qui avaient pour but d'aider les îles océaniques à se préparer à la saison des cyclones. Sept à onze cyclones tropicaux étaient prévus dans la région du Pacifique sud-ouest et trois à quatre dans le Pacifique nord-ouest.

Les forums sont organisés chaque année par le PROE et ses partenaires, ils réunissent les services météorologiques et hydrologiques du Pacifique (SMHN) et les secteurs concernés pour assurer la cohérence dans l'accès et l'interprétation des informations sur le climat pour tous les pays insulaires du Pacifique.

De plus, le PICOF a organisé à l'intention des agents des

SMHN une formation de communication efficace pour les plateformes de réseaux sociaux. Avec le nombre croissant d'utilisateurs de réseaux sociaux dans le Pacifique, les possibilités de diffuser des informations et de sensibiliser les utilisateurs à la météo, aux questions climatiques et aux changements climatiques et aux risques sont considérables.

Le PICOF a été soutenu par l'Institut national de l'eau et de la recherche atmosphérique de la Nouvelle-Zélande, l'Administration océanique et atmosphérique nationale des États-Unis, le PNUD, BoM d'Australie, le PCCC, UKMO Met, la CPS et le réseau de journalisme environnemental du Pacifique.



Photo © S. Chape

## Préparation de la République des îles Marshall

La République des îles Marshall (RIM) a sollicité une subvention de préparation au Fonds vert pour le climat (FVC) qui lui a été accordée. Elle lui sera versée sur une période de deux ans durant laquelle l'Autorité nationale désignée (National Designated Authority, NDA) renforcera ses capacités afin de remplir efficacement ses fonctions et développera une approche stratégique d'harmonisation des ressources et des efforts avec les objectifs climatiques du pays et un développement plus large.

Le programme fournit des ressources visant à renforcer la capacité institutionnelle de la NDA, élaborer un cadre stratégique, un programme pour le pays et une réserve, et soutenir l'accès direct à un engagement efficace avec le Fonds.



Le projet de renforcement de la NDA de la RIM et le projet de préparation à l'engagement du FVC renforceront la position du Bureau de la planification environnementale et de la coordination des politiques (OEPPC) en tant qu'autorité

désignée par le FVC au niveau national (NDA). Celui-ci contribuera à l'établissement d'une approche stratégique pour l'élaboration et la gestion du programme de pays du FVC pour la RIM, ainsi qu'au

renforcement de l'engagement au sein de la RIM et du FVC.

L'atelier de lancement du projet s'est tenu en avril et comprenait des consultations avec les principales parties prenantes de la RIM.





# Surveillance et gouvernance environnementales

Village de pêcheurs, Honiara, Îles Salomon. Photo © S. Chape

**Objectif 4 du Plan stratégique régional du PROE :**  
**Les communautés océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application.**

Le PROE joue un rôle de premier plan en aidant les pays à développer leurs capacités en matière de gouvernance environnementale, d'élaboration de politiques, de planification, de surveillance et de communication de l'information en vue d'obtenir des résultats environnementaux durables et pour suivre le rythme du développement socioéconomique.

## Indicateurs environnementaux développés

Des indicateurs de référence ont été mis au point pour mesurer et surveiller la santé environnementale et la réponse des gouvernements aux problèmes environnementaux, via un atelier organisé par le Commonwealth pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO) avec le PROE. Les indicateurs sont regroupés selon des thèmes principaux : gouvernance environnementale, écosystèmes insulaires et océaniques, résilience au changement climatique et déchets. Ces indicateurs mis à la dispositions de tous les pays insulaires du Pacifique pour la surveillance des conditions environnementales et détecter tout changement environnemental dans la région.

Le développement des indicateurs environnementaux de référence pour une utilisation au PROE et à travers la région des îles du Pacifique a été financé conjointement dans le cadre du Projet de renforcement des capacités 2, au titre de l'Accord multilatéral sur l'environnement en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique (ACP MEA2) et du Projet régional Inform du FEM. Le projet ACPMEA 2 est une initiative du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financé par l'Union européenne (UE), et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) qui finance le projet Inform. Les deux projets sont mis en œuvre par l'ONU-Environnement et par le PROE.

Les indicateurs environnementaux aident à suivre l'état de l'environnement. Photo Taveuni, Fidji. Photo : S. Chape

## QUE SONT LES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX ET POURQUOI SONT-ILS IMPORTANTS ?

Les indicateurs environnementaux sont des mesures simples et reproductibles qui nous indiquent ce qui se passe dans l'environnement. L'environnement étant très complexe, les indicateurs constituent un moyen plus pratique et économique de suivre son état que d'essayer d'enregistrer toutes les variables possibles de l'environnement. Les indicateurs ont été établis selon les Accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les objectifs de développement durable (ODD) afin qu'ils puissent être utilisés pour divers formats de rapports, ce qui réduit le fardeau des pays insulaires du Pacifique.





## Inform s'étend à travers le Pacifique

Aider les îles du Pacifique à prendre des décisions pour l'amélioration de la surveillance et la préparation de rapports sur l'environnement est la base du projet environnemental FEM-ONU de renforcement des capacités nationales et régionales de mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement par le biais de l'amélioration de la planification et des évaluations de l'état de l'environnement et la préparation de rapports dans le Pacifique, également connu sous le nom de projet Inform.

En 2018, les îles Cook, Nauru, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des îles Marshall et les îles Salomon ont organisé des ateliers nationaux de lancement pour sensibiliser le public au projet. Son objectif principal est d'établir un réseau de portails nationaux sur l'environnement, et un portail régional pour la gestion améliorée des données afin d'aider la planification environnementale, de répondre aux exigences en matière de prévisions et d'émission de rapports à tous les niveaux.

Les ateliers ont présenté les portails nationaux sur l'environnement et proposé des formations pratiques et une assistance technique en matière de gestion des données, notamment des étapes pour rassembler, télécharger et partager des données. Les portails nationaux et l'outil de rapport sur les indicateurs peuvent être utilisés par les principaux organismes gouvernementaux et les parties prenantes pour améliorer la planification, la surveillance et la production de rapports sur l'environnement. Ces outils sont également utiles pour préparer des rapports répondant aux exigences nationales et internationales.

Dans le cadre du projet Inform, des ordinateurs portables et des logiciels ont été acquis et distribués pour soutenir la gestion des données. Cela renforcera les efforts déployés dans les 14 pays insulaires du Pacifique pour consolider les données et les informations via le portail de données sur l'environnement.



En apprendre plus sur le projet Inform dans la RIM.  
Photo : PROE/J.Callebaut



Mangroves aux Palaos. Photo PROE/J.Callebaut

« La base de données sur l'environnement de Nauru sera utile pour partager en temps opportun des informations, telles que des statistiques, sur l'environnement et la santé avec les agences concernées. Pour notre équipe chargée de l'agriculture, l'accès aux informations existantes nous permettra d'éviter les doubles emplois et de concentrer nos efforts sur l'engagement communautaire »

Mme Lisa Jacob, Responsable du développement de l'agriculture durable à Nauru

« Pour moi, la meilleure fonctionnalité de ce portail est l'accès à une plateforme centralisée où je peux obtenir les informations dont j'ai besoin pour la préparation de mes rapports »

Mme Gwen Sisior, Responsable de projet senior, ministère des Ressources naturelles, de l'environnement et du tourisme des Palaos

« L'Autorité pour la conservation et la protection de l'environnement (CEPA) est enthousiasmée par le nouveau portail de données, car il facilite la mise en œuvre des AME et la rédaction du premier rapport sur l'état de l'environnement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui constitue clairement la voie à suivre pour les rapports sur les AME et les objectifs de développement durable en matière d'environnement »

M. Gunther Joku, Directeur général de la CEPA

« Ce projet nous aidera à relever un certain nombre de défis auxquels nous avons été confrontés avec le temps. L'un d'entre eux étant l'absence de procédures normalisées pour la collecte, le stockage et la gestion des données environnementales et des informations importantes »

Mme Abacca Anjain Maddison, Secrétaire en chef adjoint, République des îles Marshall



## Lancement d'un outil de planification environnementale pour le tourisme durable

Le tourisme est un secteur économique important et en croissance dans la région avec de nombreuses îles du Pacifique encourageant le développement du secteur. Les mêmes atouts qui attirent les touristes dans le Pacifique, à savoir la flore et la faune riches et variées, dépendent des récifs, des mangroves, des herbiers marins et des rivages, soutiennent également la subsistance des îliens. L'accroissement du tourisme pose des défis dans la mesure où la majorité des développements est située dans les zones côtières, ce

qui entraîne leur érosion et l'élévation des niveaux de pollution.

Le PROE et l'Organisation du tourisme pour le Pacifique sud (SPTO) ont reconnu l'importance du recours à des Études d'impact sur l'environnement (ÉIE) pour soutenir le développement d'un tourisme côtier durable. Cela a conduit à l'élaboration de lignes directrices sur les Études d'impact sur l'environnement pour le développement d'un tourisme côtier durable dans les pays et territoires insulaires du Pacifique. Les lignes

directrices ont été lancées au cours de la Conférence 2018 du Conseil d'administration du SPTO, la 28<sup>e</sup> séance du Conseil des ministres du Tourisme reconnaissant quant à elle l'importance de la collaboration entre le PROE et le SPTO. Le partenariat renforce les efforts de conservation pour le développement du tourisme durable et soutient une approche inclusive pour que les communautés des îles du

Pacifique bénéficient davantage de ces développements. Les lignes directrices constituent un outil important pour promouvoir l'atténuation et l'adaptation aux impacts des changements climatiques et la gestion des déchets qui menacent notre faune et notre flore, et soutiennent également les thèmes principaux de la réunion « Protéger notre Pacifique bleu, nos ressources et notre habitat ».

« Alors que le tourisme devrait croître dans les années à venir, il est crucial que le Pacifique assume pleinement sa responsabilité en veillant à ce que notre environnement, les ressources terrestres et océaniques dont nous dépendons pour notre offre touristique, soient protégés pour les générations futures »

M. Christopher Cocker, Directeur général du SPTO.

Lignes directrices de l'étude d'impact sur l'environnement pour le développement du tourisme côtier pour les États et territoires du Pacifique insulaire.





## Les ÉIE, un outil de planification et de décision pour soutenir le développement durable dans le Pacifique

Le PROE a une longue histoire de gestion des capacités de renforcement en ÉIE dans la région du Pacifique et fournit des conseils et une assistance technique dont des formations en EIE. Une ÉIE est l'un des principaux instruments permettant d'atteindre les objectifs de développement durable grâce à un processus systématique d'évaluation des impacts environnementaux potentiels des projets de développement proposés. L'engagement des parties prenantes et les consultations publiques constituent une partie importante du processus d'une EIE ; par conséquent, la participation des principales parties prenantes aux ateliers de formation est essentielle à son efficacité.

Cette année, Nauru, les îles Salomon et Tuvalu ont reçu une assistance technique du PROE via des ateliers de renforcement des capacités et de formation aux ÉIE.

À Tuvalu, la formation à l'ÉIE visait à montrer aux participants comment appliquer les nouveaux règlements de 2017 relatifs à la protection de l'environnement. La formation portait sur l'importance de la consultation publique préliminaire des projets dans le cadre de l'examen des rapports d'ÉIE, l'approbation, le suivi et l'application des conditions

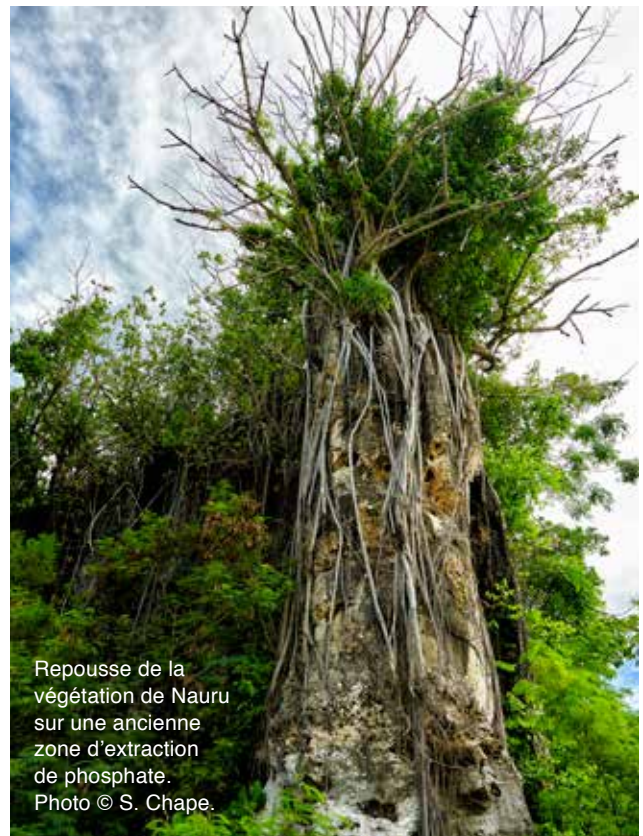
d'approbation de l'ÉIE. Une partie de la formation consistait à dispenser des conseils sur l'amélioration et la mise en œuvre des fonctions du Conseil national de l'environnement de Tuvalu et à formaliser la création du Groupe de travail sur l'évaluation environnementale, comme le prescrivent la Loi sur l'environnement de 2014 et le règlement ÉIE 2017. Le PROE a également aidé Tuvalu à concevoir des affiches de sensibilisation du public avec des organigrammes du processus d'ÉIE, à afficher dans les bureaux gouvernementaux et les espaces publics.

L'atelier de formation aux îles Salomon a couvert les étapes clés d'une ÉIE avec la participation active de participants provenant d'agences gouvernementales s'occupant de l'environnement, des infrastructures, de la santé et de l'exploitation minière, de l'eau de Salomon, de l'énergie de Salomon, les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé et les médias locaux. La formation aux ÉIE comprenait une visite d'un chantier de construction d'un pont pour permettre aux participants d'observer comment des plans de gestion environnementaux adéquats sont liés à la surveillance et à l'application. Le PROE a

également collaboré avec le ministère de l'Environnement et la division de conservation à l'examen du projet de rapport d'ÉIE d'une opération minière. L'exercice a amélioré la capacité de l'unité ÉIE à évaluer des rapports d'ÉIE.

À Nauru, la formation à l'ÉIE a été menée en partenariat avec le projet Nauru Ridge to Reef coordonné par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et exécutée par le ministère du Commerce, de l'industrie et de l'environnement de Nauru (DCIE). La formation

était conforme à la politique environnementale intégrée de Nauru qui met l'accent sur l'importance du renforcement des planifications et évaluations environnementales du DCIE, d'autres secteurs du gouvernement, des partenaires et des communautés responsables du développement à Nauru. L'un des principaux aboutissements de la formation a été l'élaboration de deux mandats d'ÉIE pour un projet de développement d'un cimetière et l'extension proposée du port de Nauru.



Repousse de la végétation de Nauru sur une ancienne zone d'extraction de phosphate.  
Photo © S. Chape.



Visite d'un chantier de construction de pont dans le cadre de la formation ÉIE aux îles Salomon. Photo : PROE/J. Davetanivalu



Décharge de Funafuti, Tuvalu.





Mine de Gold Ridge, île de Guadalcanal, îles Salomon. Photo © S. Chape

## Les îles du Pacifique poursuivent leur progressions vers l'établissement de rapports sur l'état de l'environnement

Un rapport sur l'état de l'environnement (SoE) fournit des informations sur les conditions environnementales et sociales, les tendances et pressions et suggère des réponses pratiques appropriées pour améliorer les conditions environnementales. Il fournit des données de base pour la formulation de stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) et aide les gouvernements à s'acquitter de leurs obligations en matière de rapports aux termes d'accords et d'instruments nationaux, régionaux et internationaux. Les SNAGE fournissent une politique environnementale globale et un cadre de planification

pour guider la mise en œuvre, les actions et consolider les priorités environnementales pour une intégration efficace dans les processus de planification aux niveaux sectoriel et national, tels que les plans de développement nationaux pour répondre aux ODD.

Le développement de SoE et SNAGE pour les Tonga, les États fédérés de Micronésie et les îles Salomon sont pris en charge par le projet ACP MEA2, une initiative du groupe d'États ACP, financé par l'UE, mis en œuvre par le programme des Nations unies pour l'environnement et exécuté par le PROE.

### ÎLES SALOMON

Plus de 65 représentants de gouvernements et autres parties prenantes principales ont assisté à un atelier à Honiara qui visait à apporter une contribution au SoE et au SNAGE des îles Salomon. L'atelier fut suivi de nombreuses consultations sur les six thèmes environnementaux majeurs que sont la biodiversité, le littoral et l'océan, les terres, les eaux intérieures, les environnements bâtis, l'atmosphère et le climat.

Au cours des discussions, des lacunes dans les données et des moyens de combler ces lacunes ont été identifiés. Le PROE a donné une présentation sur les facteurs, les pressions, l'état, l'impact et les modèles de réponse qui illustrent l'interaction entre les humains et l'environnement.

Les données du rapport SoE 2018 seront disponibles sur le portail environnemental national des îles Salomon lancé en février.



« Je pense qu'une vaste consultation est nécessaire. Autant que possible, nous souhaitons faire participer nos différentes parties prenantes à ce processus »

M. Josef Hurutarau, Directeur adjoint, Division de la préservation de l'environnement et de la conservation (ECD), ministère de l'Environnement, des changements climatiques, de la gestion des catastrophes et de la météorologie (MECDM).





Discussion sur les données à Tonga.

## TONGA

Le premier atelier sur le SoE et les SNAGE a eu lieu en mai 2018, réunissant plus de 30 parties prenantes pour discuter du contexte national et des priorités de l'environnement en ramification avec les engagements nationaux, régionaux et internationaux. Le premier rapport SNAGE des Tonga a été élaboré en 1993, et l'atelier 2018 visait à mettre en place le processus de développement du SoE des Tonga ainsi qu'une révision du SNAGE. Une fois terminé, ces deux documents constitueront un outil environnemental de planification précieux.

« Le SoE nous fournira un inventaire et des informations sur les questions importantes de la biodiversité, du changement climatique, de la pollution et de la dégradation des sols. Pour cela, nous avons besoin de données et de rapports harmonisés afin de représenter au mieux l'état de l'environnement des Tonga »

M. Paula Ma'u, Directeur général du ministère de la Météorologie, de l'énergie, de l'information, de la gestion des catastrophes, de l'environnement, du changement climatique et des communications.



## ÉTATS FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE

Un soutien a été fourni aux EFM via leur ministère de l'Environnement, du changement climatique et de la gestion des urgences (DECEM). Il invitait les parties prenantes nationales à prendre part à des consultations d'accord sur l'approche et les modalités du rapport SoE et du SNAGE des EFM. Des représentants des quatre États, du gouvernement national, des rencontres individuelles avec les principaux ministères du gouvernement, des ONG et les parties prenantes concernées ont réuni les données et informations nécessaires pour les SoE et SNAGE. Un portail de données environnementales a également été mis en place pour les EFM.

## Les questions environnementales émergentes, un sujet d'intérêt pour les juges du Pacifique

L'exploitation des fonds marins est un problème émergent pour le Pacifique. La 27<sup>e</sup> Conférence judiciaire du Pacifique organisée à Apia a traité des questions émergentes dans le Pacifique dont celle de l'exploitation des fonds marins. Un événement parallèle spécial dirigé par le PROE en partenariat avec le ministère de la Justice et l'Assemblée législative du Samoa a sensibilisé des juges océaniques sur les menaces environnementales émergentes telles que l'exploitation des

fonds marins de la région. Il s'agissait de la première fois que le PROE avait des contacts avec l'audience judiciaire du Pacifique.

L'événement a insisté sur l'importance d'adopter une bonne gestion environnementale et des processus de planification adéquats soutenus par des outils politiques pertinents tels que l'ÉIE pour résoudre les problèmes environnementaux, en particulier les problèmes nouveaux.

Les juges ont apprécié cette opportunité d'en apprendre davantage sur l'importance de l'écosystème océanique ; l'océan constituant le principal moyen de subsistance de la région,

ainsi que les problématiques environnementales émergentes. Cela renforce le rôle du pouvoir judiciaire dans l'application du droit national de l'environnement.

Travailler avec la Conférence judiciaire du Pacifique en 2018.  
Photo : PROE/E. Adams







# La gestion des déchets et la lutte contre la pollution

Viti Levu, Fidji. Photo © S. Chape

## Objectif 3 du Plan stratégique du PROE :

### Les communautés océaniques bénéficient d'une amélioration de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution

Le PROE est chargé de la coordination et de la mise en œuvre au niveau régional de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution. Le cadre de gestion stratégique, Cleaner Pacific 2025 (Pour un Pacifique plus propre 2025), guide la coopération et la collaboration régionales.

## Le Vanuatu marque l'histoire avec une première mondiale

Le 1<sup>er</sup> février 2018, la législation du Vanuatu est entrée en vigueur, interdisant les sacs plastiques à usage unique, les boîtes de restauration à emporter en polystyrène et les pailles en plastique. Le Vanuatu était le premier pays du monde à interdire l'usage des pailles en plastique par la loi. La législation prévoyait une période de tolérance de six mois pour les magasins et les entreprises afin qu'ils puissent utiliser leurs stocks de sacs plastiques à usage unique et de boîtes de restauration à emporter en polystyrène, avant le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

En partenariat avec le gouvernement du Vanuatu, le PROE a mis au point un projet de stratégie de communication nationale. Elle soutient la réalisation d'un Vanuatu propre, sain et durable et débarrassé des sacs et pailles plastiques et des boîtes de restauration à emporter en polystyrène. Une série de consultations a eu lieu, dont notamment un atelier sur deux jours, ouvert à toutes les parties prenantes, afin d'entendre leurs opinions sur les publics ciblés et sur le message de la stratégie. Les avis et contributions ont été inclus dans le projet de stratégie de communication qui a été présenté au gouvernement du Vanuatu.

Le Vanuatu, première nation au monde à dire non aux pailles en plastique.





## Consolidation du partenariat Moana Taka en 2018

La compagnie de navigation chinoise (CNCo) et le PROE ont signé un protocole d'entente afin d'influer sur la gestion des déchets, essentielle pour les îles du Pacifique.

Connue sous le nom de « partenariat Moana Taka », ce protocole d'entente permet aux navires de CNCo de transporter bénévolement, à partir de ports autorisés des îles du Pacifique, des containers de déchets

recyclables. Ils peuvent ainsi être traités et recyclés dans les ports équipés, dans la région Asie-Pacifique.

Dans le cadre de cet accord, peuvent bénéficier de ce dispositif les États insulaires du Pacifique qui ont des décharges insuffisantes ou inadaptées pour conserver les déchets, avec des équipements insuffisants de traitement des ordures et un manque

de moyens pour transporter les déchets recyclables. Les types de matériaux considérés comme recyclables sont des plastiques, des cannettes en aluminium, des huiles usées et des substances appauvrissant la couche d'ozone.

La signature a eu lieu au Samoa et à Singapour le 20 mars 2018 pour marquer la journée mondiale du recyclage.



Première expédition du Samoa dans le cadre du partenariat Moana Taka.

## Des bourses de doctorat destinées aux ressortissants des îles du Pacifique pour faire avancer la recherche environnementale dans la région du PROE

Un partenariat entre l'Université de Newcastle (UO) et le PROE, destiné à faire avancer la recherche environnementale déterminante pour le Pacifique, a permis de proposer cinq bourses de doctorat ciblées aux ressortissants des îles du Pacifique, ainsi que la création d'un pôle de recherche des îles du Pacifique, basé au siège du PROE, à Apia, au Samoa.

Le pôle a pour objectif de soutenir la recherche et la formation afin de promouvoir le développement des compétences et l'innovation dans la région. Il coordonne les activités par le biais

du Global Impact Cluster (« regroupement à impact mondial ») de l'Université de Newcastle dans les domaines de l'énergie, des ressources, de l'alimentation et de l'eau.

Les cinq bourses de doctorat concernent ces secteurs :

- Les incidences des espèces envahissantes sur la régénération de l'écosystème
- Les effets de la pollution par les plastiques sur les réseaux alimentaires marins et les implications pour la santé humaine
- L'adaptation des écosystèmes des récifs coralliens à l'acidification océanique

- La biorestauration des hydrocarbures des épaves de la Seconde Guerre mondiale
- Les outils de surveillance et de modélisation pour l'adaptation écosystémique dans les îles du Pacifique.

Supervisés par des spécialistes de renom de l'UON, les projets se basent sur l'expertise universitaire pour s'employer à résoudre les principales menaces environnementales dans la région du Pacifique.



Trois étudiants océaniques reçoivent une bourse de doctorat du Global Impact Cluster for Energy, Resources and Water de l'Université de Newcastle (Australie). Photo : Université de Newcastle

## Le tournoi de rugby à 7 de Raka reconnu Innovateur de l'année

Le premier événement sportif sans plastique aux Fidji a reçu une reconnaissance internationale pour ses efforts à réduire la quantité de déchets générés par les tournois sportifs. Le tournoi de rugby à 7 de Raka, premier du genre sans plastique, s'est tenu en 2017.

Le PROE a apporté son soutien à l'événement, avec l'objectif de promouvoir de bonnes pratiques environnementales parmi les joueurs lors du

tournoi. Le PROE a également exhorté les spectateurs du tournoi de rugby à 7 de Raka pour les encourager à des actions et des engagements pour débarrasser les Fidji du plastique.

Le tournoi de rugby à 7 de Raka a reçu le prix « Innovateur de l'année » lors du sommet de la Green Sports Alliance. Le tournoi a été récompensé pour sa collaboration avec d'autres partenaires afin de faire avancer les liens entre les



sports et la gestion des déchets et pour l'organisation d'un événement sans plastique.

Sensibilisation à l'environnement à l'édition 2017 du tournoi de rugby à 7 de Raka





Vue du nord-est d'Apia, Samoa. Photo © S. Chape

## Première stratégie nationale de gestion des déchets 2019-2023 pour le Samoa

En 2018, le Samoa a adopté sa toute première stratégie nationale de gestion des déchets 2019-2023, en fournissant une feuille de route pour ses actions de gestion des déchets.

Cette stratégie a été élaborée avec le concours de plusieurs acteurs et financée par l'agence de coopération internationale du Japon (JICA). Le J-PRISM II (Projet japonais de phase II de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides dans les États insulaires du Pacifique), le gouvernement du Samoa et le PROE ont fourni l'expertise nécessaire.

## La gestion des déchets générés par des catastrophes sous le microscope

L'élaboration de lignes directrices régionales en matière de gestion des déchets générés par des catastrophes constituait le thème central de l'atelier régional organisé au Samoa sur trois jours en 2018.

Les participants venant des Fidji, du Samoa, des îles Salomon, des Tonga, de Tuvalu et du Vanuatu se sont retrouvés pour discuter et développer des lignes directrices. Cela comprenait l'élaboration d'un modèle afin que les États développent leur plan national de gestion des déchets générés par des catastrophes pour aboutir à des actions à l'échelle nationale et locale. L'atelier a permis de réunir les agences de gestion des catastrophes et les agences de gestion des déchets pour aborder les problématiques des déchets issus des catastrophes, notamment permettre un relèvement plus rapide après une catastrophe. Les lignes directrices régionales de gestion des déchets générés par des catastrophes fournissent aux États une liste des points clés à vérifier lors des interventions en cas de catastrophe relatifs aux mesures et aux actions à prendre.

L'atelier était organisé et facilité conjointement par le JICA par le biais du J-PRISM II et le PROE.



Élaboration de directives régionales sur la gestion des déchets résultant des catastrophes naturelles dans le Pacifique. Photo © S. Chape

Village côtier, îles Salomon. Photo © S. Chape





## Table ronde pour le Pacifique propre 2018

La Table ronde pour le Pacifique propre permet de surveiller et de suivre l'avancement de la stratégie régionale océanienne de gestion des déchets et de la pollution, mieux connue sous le nom de Cleaner Pacific 2025 (Pour un Pacifique plus propre 2025), ainsi que d'autres activités pour répondre aux nouvelles problématiques. De plus, la Table ronde constitue également pour les partenaires régionaux l'occasion de rencontrer les participants, nombreux et variés, représentant le

secteur privé, les donateurs et d'autres secteurs.

La seconde Table ronde pour le Pacifique propre (CPRT) s'est ouverte sur un appel du Premier ministre des Fidji, M. Josaia Voreqe Bainimarama, invitant les délégués à mettre la barre le plus haut possible dans leur quête d'un Pacifique plus propre.

La Table ronde, tenue tous les deux ans, a rassemblé plus de 200 personnes issues des secteurs concernés, notamment les représentants nationaux, les donateurs, le secteur privé, les ONG, les groupes communautaires,

les agences du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP), et les universitaires. Les discussions ont porté sur les défis, les solutions et les actions en jeu pour s'attaquer aux problématiques des déchets pesant sur toute la région. La Table ronde pour un Pacifique propre est aussi devenue une plateforme propice à l'échange d'expériences, dont nombreuses d'entre elles montrent la voie à suivre dans leurs initiatives de gestion des déchets dans la région du Pacifique.

En 2018, la Table ronde pour le Pacifique propre s'est

déroulée sur trois jours, suivie par des événements relatifs aux déchets dans la région. La Table ronde pour le Pacifique propre a porté sur six thèmes : les actions coordonnées pour combattre les déchets marins ; la coordination régionale du recyclage ; l'amélioration de la gestion des déchets dangereux ; la planification des interventions pour faire face aux déchets causés par les catastrophes ; une plus grande amélioration des capacités régionales en matière de gestion des déchets ; et un coup de fouet à l'écotourisme par le biais d'une véritable gestion des déchets.



« Lorsqu'il s'agit de nos océans, il est évident qu'il y a encore beaucoup de choses que l'on ne sait pas. En attendant, ce que nous savons et ce qui s'impose chaque année à nous de manière de plus en plus claire, c'est que notre océan joue un rôle crucial dans l'état de santé général de notre environnement et de notre climat. Et nous savons aussi, malheureusement, que l'océan est le plus durement touché par les dommages causés par les émissions et la pollution dues à l'homme »

M. Josaia Voreqe Bainimarama, Premier ministre des Fidji.

Familiarisation à l'application Tangaroa Blue (Initiative australienne pour les déchets marins) pour identifier les plastiques trouvés dans l'océan.





## Des solutions de gestion des déchets solides sont maintenant disponibles pour les îles du Pacifique

Un « Guide pratique de la gestion des déchets solides dans les États et territoires insulaires du Pacifique » a été diffusé lors de la seconde Table ronde pour le Pacifique propre à Suva au mois d'août. L'ouvrage présente les expériences et les enseignements tirés de 16 spécialistes des déchets sur les îles du Pacifique issus de sept États insulaires océaniques. Plus important encore, le guide présente un mode d'emploi sur tous les aspects de la gestion des déchets dans le Pacifique, qui peut s'appliquer à toute la région.

Ce guide a été rédigé lors de la première phase du JPRISM, de 2011 à 2016, avec un financement via le JICA. Il a été diffusé lors de la seconde phase du projet. Il rassemble 16 spécialistes des déchets au niveau national issus des États fédérés de Micronésie, des Fidji, de Palaos, de Papouasie–Nouvelle–Guinée, des îles Salomon, des Tonga et du Vanuatu. Ils ont documenté les différents traitements et activités en matière de déchets dans leur pays, ce qui constitue une étape importante dans le développement de la capacité régionale à gérer ses déchets. Le guide compte six chapitres traitant de thèmes comme « Enquêtes de base et exploitation de l'information dans la planification de la gestion des déchets » ou « Mécanismes de financement de la gestion des déchets » ou encore « Problématiques émergentes ». Chaque chapitre se fonde sur l'ample expérience des spécialistes en déchets.



Guide pratique de la gestion des déchets solides dans les États et territoires insulaires du Pacifique ».

## Réduire les polluants organiques persistants dans le Pacifique

En 2018, le projet de l'Alliance FEM-Pacifique de réduction des rejets de POP a mis au point des plans d'action afin de limiter le rejet de polluants organiques persistants produits involontairement pour Tuvalu et Vanuatu, sur la période de 2018 à 2020.

Quatorze îles du Pacifique ont reçu des instructions pour rédiger une législation afin de contrôler la production et le rejet de polluants organiques persistants produits involontairement, et pour réviser le modèle de préparation du projet de règlement concernant une gestion adaptée aux huiles usagées.

Afin d'aider le Pacifique à gérer les produits chimiques en toute sécurité tout au long de leur cycle, un manuel des bonnes pratiques de gestion des produits chimiques a été compilé pour la région des îles océaniques. L'ouvrage traite des produits chimiques à usage agricole, les produits domestiques antiparasitaires, les produits du secteur de la santé comme pour le traitement des cancers et d'autres médicaments, et les services essentiels comme le traitement des eaux usées et de l'eau.

Pour compléter la campagne de sensibilisation aux polluants

organiques persistants produits involontairement et aux risques chimiques, des lignes directrices pour mener de telles campagnes de sensibilisation ont été élaborées. Cela vise à conseiller les institutions publiques et d'autres organisations à l'échelle nationale, provinciale et locale à mettre en place des campagnes de sensibilisation sur les dangers des polluants organiques persistants produits involontairement. Ces lignes directrices ont été rédigées à l'intention du grand public et englobent des mesures de prévention et de réduction des émissions de polluants

organiques persistants produits involontairement, ainsi que des mesures pour améliorer la gestion des produits chimiques.

Sous la direction du PROE, le projet de l'Alliance FEM-Pacifique de réduction des rejets de POP est financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), co-financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et mis en œuvre par le programme pour l'environnement des Nations unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

## Présentation du Projet Pacwaste Plus

L'Union européenne a financé le projet de gestion des déchets dangereux dans le Pacifique, connu sous le nom de PacWaste, qui œuvre pour rendre le Pacifique plus propre et plus sûr. Pour ce faire, il privilégie quatre domaines : l'amiante, les déchets d'équipements électriques et électroniques, les déchets des activités de soins et la gestion intégrée des déchets pour les atolls. Le projet s'élevant à 7,86 millions € a pris fin en décembre 2017. La réussite du projet Pacwaste a ouvert la voie à des fonds supplémentaires en provenance de l'UE par le biais du 11<sup>e</sup> Fonds de développement de l'UE pour le projet de PacWaste Plus, estimé à 17 millions € et débutant en 2018.

PacWaste Plus couvre la gestion durable et rentable des déchets ainsi que la lutte contre la pollution, de même que les impacts à plus grande échelle, notamment sur la santé et le bien-être, l'égalité des sexes, la pollution marine, le changement climatique, la gestion des catastrophes, la conservation de la biodiversité, la régénération des ressources, les aspects liés à la gestion des eaux usées et pluviales. Il est déployé avec d'autres projets régionaux de gestion de déchets, notamment le JPRISM 2, en vue d'harmoniser les objectifs prévus par Cleaner Pacific 2025 par le biais d'une approche pragmatique.







# Événements marquants



## Communication et sensibilisation

En plus de fournir un soutien stratégique aux projets et programmes du PROE, l'équipe de communication et de sensibilisation joue un rôle clé dans la sensibilisation aux activités du PROE par le biais des médias et dans la montée de la prochaine génération de leaders environnementaux dans la région.

En 2018, les campagnes intitulées « Pacific Voyage » se sont déroulées dans le cadre de trois grandes conférences, la Table ronde pour un Pacifique propre 2018 (Clean Pacific Roundtable – CPRT), la 14<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et la 25<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Les campagnes Pacific Voyage ont attiré un grand nombre de participants aux manifestations parallèles de la COP14 de la CBD et de la COP24 de la CCNUCC, ainsi qu'au pavillon du Pacifique et de Koronivia pour la COP24 de la CCNUCC.

La CPRT 2018 comprenait un partenariat avec l'école de journalisme de l'Université du Pacifique Sud, plusieurs étudiants en journalisme étant

en stage au sein du PROE pour mieux comprendre la problématique des déchets, ainsi que pour soutenir la couverture de l'événement. Les discussions au sein de la CPRT ont également été représentées par un illustrateur graphique qui a réalisé des illustrations soulignant les messages clés.

Le PROE a soutenu la participation de M. Jorim-Paul Philips à l'expédition Young Blake aux îles Kermadec en 2018, organisée par l'Unité de documentation et d'information du PROE. M. Philips a été le premier représentant des îles du Pacifique invité à participer à la Young Blake, une expédition de la fondation Sir Peter Blake Trust. La Fondation permet à de jeunes Néo-Zélandais de participer à des projets scientifiques, environnementaux et de

restauration du patrimoine en Nouvelle-Zélande, dans l'océan Austral, dans les îles subantarctiques et en Antarctique.

L'outil Ocean E-Toolkit pour les médias du Pacifique a été lancé par le PROE, une ressource de plus en plus importante pour aider à renforcer la capacité des médias des îles du Pacifique à rendre compte des faits sur notre océan, développé en partenariat avec le projet ACP sur les AME – Phase 2. Le lancement a eu lieu lors de la journée mondiale des océans avec le prix des médias « Our Pacific Ocean », un partenariat entre la Communauté du Pacifique, le Secrétariat général du Forum des îles du Pacifique, l'Association océanienne des médias, le Bureau du Commissaire à la gouvernance de l'océan et le PROE.

Les activités visant à renforcer les capacités des médias en matière de reportage sur les changements climatiques comprenaient une formation

d'une journée à l'intention des médias du Pacifique, en partenariat avec le réseau de journalistes du secteur environnemental (Environment Journalists Network).

Le PROE a contribué à l'élaboration d'un projet de stratégie de communication sur le Marae Moana pour les îles Cook et à la communication de l'interdiction des plastiques à usage unique au Vanuatu.



M. Jorim-Paul Philips.







En savoir plus sur les perspectives de carrière avec le service des finances et de l'administration du PROE.

## Finances et administration

La section des finances et de l'administration du PROE est chargée de gérer les fonds de façon efficace et transparente grâce à des systèmes financiers, de gestion des risques et d'audit efficaces, intégrés aux systèmes de gestion, de suivi et d'évaluation des programmes et de rapports. Elle s'occupe d'un large éventail de services essentiels allant des rapports financiers, des achats, de la gestion des fonds, des déplacements, de la maintenance des biens et des installations et de la gestion financière globale de l'organisation.

Au cours de l'année, le Secrétariat a enregistré des dépenses d'un montant de 3,56 millions USD et des recettes de 3,75 millions USD, générant ainsi un excédent net global pour la période de 154 273 USD après la prise en compte des produits financiers nets et des fluctuations des taux de change. Le PROE continue d'améliorer les résultats financiers du Secrétariat, qui a réalisé un excédent net consécutif au cours des trois dernières années. En ce qui concerne les réserves totales, par rapport à un solde de 5 123 USD en 2017, une reconstitution importante des réserves a eu lieu en 2018, pour un total de 139 740 USD, grâce à l'excédent des résultats. Il appartient encore au Secrétariat de veiller à ce que les Membres et la Direction exécutive s'efforcent

collectivement de continuer à reconstituer l'ensemble des réserves. Il est donc crucial de générer des fonds suffisants pour maintenir un niveau de recettes stable tout en contrôlant les coûts, afin d'éviter les situations déficitaires et ainsi renforcer et maintenir la viabilité financière globale du PROE à long terme. En s'appuyant sur l'augmentation du portefeuille du PROE, qui a presque doublé pour atteindre un budget de 29 millions USD en 2018 et 33 millions USD en 2019, il est essentiel de doter le Secrétariat d'une position très solide et financièrement viable, afin qu'il puisse atteindre ses objectifs régionaux et organisationnels et afin de concrétiser sa vision globale pour un environnement océanique, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.



Les équipes du Secrétariat participent à tous les programmes pour appuyer le travail dans la région.







Les progrès du PROE réalisés en 2018.

## Ressources humaines

L'objectif 5 de l'organisation du Plan stratégique « Disposer d'un groupe de personnes ayant les attitudes, les connaissances et les compétences nécessaires pour concrétiser sa vision régionale commune » a guidé le travail de la Direction des ressources humaines.

Avec la croissance du portefeuille de projets du Secrétariat et les nouveaux partenariats et engagements, le Secrétariat a accueilli un nombre record de plus de trente nouveaux fonctionnaires et associés. La nouvelle structure organisationnelle est entrée en vigueur et un

certain nombre de processus de gestion du changement ont été mis en place pour assurer une transition en douceur. Le personnel a notamment progressé vers un environnement propice à l'innovation, au leadership et au management, et pour instaurer une culture axée sur les résultats, constructive et stimulante.

La participation et la contribution du personnel au sein des principaux dispositifs institutionnels et les dispositions concernant le personnel du Secrétariat demeurent une exigence

importante des politiques, systèmes et procédures du PROE. Le recrutement demeure un défi pour la poursuite des initiatives de développement des ressources humaines et pour le soutien de l'apprentissage professionnel continu et des autres conditions de travail du personnel. Le Secrétariat a continué de collaborer avec le Comité consultatif du personnel pour régler, dans la mesure du possible, les questions d'équité et de moral qui se posent depuis longtemps avec le personnel. Malgré ces difficultés, les

performances du personnel sont restées élevées, 90 % du personnel ayant atteint le niveau « pleinement efficace » et au-delà, tandis que 5 % sont en passe de l'atteindre alors qu'ils occupent un nouveau poste.

Le développement de la Stratégie des ressources humaines considère le personnel du Secrétariat comme son atout le plus important. Le recrutement et le maintien en poste, ainsi que la formation et le perfectionnement continus des talents, demeurent une priorité.

## Technologies de l'information et des communications

L'équipe des technologies de l'information et des communications veille à ce que l'organisation dispose de systèmes fiables, sûrs et efficaces afin de fournir des services efficaces à ses membres et à ses parties prenantes.

En collaboration avec les programmes Résilience aux changements climatiques et Écosystèmes insulaires et océaniques, plusieurs grandes réalisations ont été

réalisées en 2018. Le PROE est entré dans un nouveau territoire numérique avec l'utilisation d'une application événementielle pour le Pavillon du Pacifique et de Koronivia lors de la COP24 de la CCNUCC. Préparée par l'équipe informatique du PROE, l'application a servi de plate-forme pour la diffusion d'informations actualisées sur les événements du Pavillon du Pacifique et de Koronivia, elle a permis de présenter en direct des événements parallèles

au Pavillon et une interaction sociale parmi les utilisateurs. Pour les événements écologiques, le PROE a permis des applications similaires pour d'autres de leurs activités où un grand nombre de personnes seront présentes.

Le PROE bénéficie désormais du statut d'hôte mondial des publications sur la biodiversité (Global Biodiversity Publishing Host) dans la région pour les données sur la biodiversité, ce qui lui permet d'accéder

librement aux données nationales sur la biodiversité, avec 41 ensembles de données désormais publiés.

L'année 2018 a également été marquée par une amélioration de l'accessibilité et de la disponibilité des portails d'information fournissant du contenu pour une meilleure navigation en ligne, une meilleure résistance aux pannes d'Internet et une meilleure gestion des risques de sécurité.

L'équipe informatique du PROE travaille au sein de l'organisation pour soutenir ses membres.







Partage d'informations en tant que centre de ressources d'information du PROE.

## Gestion des connaissances

Le Centre d'information et de ressources du PROE dispose d'une collection unique de publications, de périodiques et de rapports scientifiques et techniques préparés par le PROE, ses membres, ses intervenants et ses partenaires. Ce vaste ensemble d'informations sur l'environnement est à la disposition du personnel du PROE, des Membres et du public par le biais du catalogue virtuel du Centre ou en fréquentant le campus à Vailima.

En 2018, le Centre d'information et de ressources du PROE a accueilli plus de 1 000 visiteurs qui ont utilisé ses services à des fins d'apprentissage. Les visiteurs comprenaient 33 étudiants universitaires d'Ingénieurs sans frontières en Australie dans le cadre de leur voyage d'études « Humanitarian Design Summit Program », et 17 étudiants universitaires des États-Unis dans le cadre du programme « Study Abroad » de la School of International Training.

Des étudiants de l'Université Griffith et de l'Université Swinsburne en Australie ont également été accueillis par le Centre d'information et de ressources du PROE, ainsi que des visiteurs des écoles locales de Samoa.

Le PROE a eu recours à diverses plates-formes de médias sociaux pour diffuser et communiquer des informations sur l'environnement afin de sensibiliser davantage la population aux questions environnementales dans la région. En collaboration avec l'équipe chargée de la communication, le PROE gère une page Facebook, un canal YouTube et une page Twitter. Collectivement, cela représente plus de 65 000 followers.

Dans le cadre d'un partenariat avec le Programme d'assistance aux médias océaniques, une formation sur les médias numériques et sociaux a été coordonnée à l'intention du personnel du PROE et des membres du Service météorologique du

Samoa. Cela a conduit à une actualisation de la politique et de la feuille de route du PROE en matière de médias sociaux et cela a également permis de renforcer les capacités dans ce domaine, avec pour résultat une formation aux médias sociaux dans les pays insulaires du Pacifique par le PROE. Le quatrième Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique pour le personnel météorologique du Pacifique a été suivi d'une formation sur les médias sociaux et numériques par des météorologistes. Facilitée par le PROE avec PACMAS, la formation a permis de renforcer les compétences en matière de médias sociaux pour les services météorologiques du Pacifique. Ce point est primordial, car les médias sociaux constituent une plate-forme essentielle pour partager les informations météorologiques et climatiques.

La capacité de l'équipe chargée de la gestion des connaissances en 2018 a

permis d'améliorer les services offerts aux Membres et aux clients du PROE, ceci grâce à des possibilités de formation du personnel en lien avec le Portail océanique sur le changement climatique et le programme sur la Gestion de la biodiversité et les zones protégées (BIOPAMA). Grâce à cette formation, l'équipe chargée de la gestion des connaissances s'est familiarisée avec les ensembles de données et avec les procédures de téléchargement et de vérification croisée des informations et des données à charger sur des portails spécialisés.

Une série de séminaires du personnel du PROE dirigée par l'équipe de gestion des connaissances s'est poursuivie en 2018. Cette augmentation du partage des connaissances aide à améliorer les services du PROE grâce à la compréhension des enseignements tirés de l'expérience et des meilleures pratiques.

L'équipe de gestion des connaissances du PROE à l'œuvre en 2018.





## DÉCLARATION ANNUELLE SUR LE CONTRÔLE INTERNE POUR L'EXERCICE 2018

### Portée de la responsabilité

En tant que Directeur général du Programme régional océanien pour l'environnement (PROE), je suis responsable du maintien d'un système de contrôle interne robuste, comme le prévoit l'article 25 du Règlement financier du PROE. J'ai également la responsabilité de veiller à ce que les fonds soient préservés et correctement comptabilisés, et qu'ils soient utilisés de manière économique, efficiente et efficace.

### Objet du système de contrôle interne

Le rôle du contrôle interne est de réduire et gérer, et non d'éliminer, le risque d'échec dans la réalisation des buts, objectifs et politiques connexes de l'Organisation. Par conséquent, il peut fournir une garantie d'efficacité raisonnable, mais non absolue. Il repose sur un processus continu visant à identifier les principaux risques, à évaluer la nature et l'étendue de ces risques et à les gérer efficacement.

### Les éléments clés de l'environnement de contrôle interne sont les suivants :

**Le PROE dispose d'une directive sur le cadre de contrôle interne<sup>1</sup>** – elle a été établie d'après le modèle de contrôle interne COSO, qui est la base la plus connue pour comprendre un cadre de contrôle interne (CCI) au sein d'une organisation. Celui-ci définit cinq éléments interdépendants du contrôle interne et 17 principes nécessaires à la mise en place d'un système de contrôle interne intégré et efficace. Pour chacun de ces composants et principes, la ligne directrice précise les contrôles importants en place au PROE.

**Conformité aux politiques et procédures établies** – Le PROE dispose d'un Règlement financier modifié en dernier lieu lors de la Conférence du PROE de 2012, d'un Manuel de procédures financières 2017 actualisé et de Délégations financières, qui, parallèlement à un ensemble complet de règlements et de politiques en matière de ressources humaines, sont réévalués à intervalles réguliers. Le département des Ressources humaines procède actuellement à la révision de toutes ses politiques. Ce processus a débuté en 2018 et devrait s'achever en 2019. Ces dispositions favorisent le respect des normes et des meilleures pratiques afin de garantir que les fonds des membres sont correctement protégés et utilisés de manière économique, efficace et efficiente et conformément à l'autorité qui régit leur utilisation.

**Valeurs organisationnelles et Code de conduite** – Les principes qui doivent être respectés par tout le personnel sont énoncés explicitement dans les Valeurs organisationnelles et le Code de conduite du PROE, qui sont largement diffusés sur le campus du PROE. Ceci est complété par un Manuel de prévention de la fraude et de protection des lanceurs d'alerte.

**Politique et dispositions du Manuel des achats du PROE** – L'auditeur interne est chargé de superviser et de coordonner les enquêtes pour toutes les allégations.

**Gestion financière** – Le Directeur du service Finances et administration est responsable de la comptabilité et dispose de personnel en charge de la tenue des comptes, de l'établissement des rapports financiers, des achats et de la comptabilité des projets.

La délégation financière garantit que les engagements sont pris par le personnel autorisé et assure ainsi une séparation adéquate des tâches critiques. Le personnel du PROE utilise un logiciel d'entreprise appelé Tech One, opérationnel depuis 2014. Il produit les données des états financiers préparés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux normes ISA (International Standards on Auditing). Le système reflète les informations budgétaires ; facilite le processus de passation des marchés et les rapprochements bancaires. Le système est maintenant lié au système d'information de gestion de projet (PMIS).

<sup>1</sup> Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)  
Contrôle Interne – Cadre Intégré, mai 2013



**Gestion des risques** – Le PROE a lancé et développé en 2011 un plan de gestion des risques qui a été mis à jour en 2014. Des révisions fréquentes sont prévues et seront liées aux nouveaux projets et programmes du PROE dont il assure également la gestion. Un manuel révisé du PROE sur la gestion des risques a été approuvé en décembre 2016 et comprend un mandat du Comité des risques présidé par le Directeur général adjoint et une tâche de suivi par le Comité d'audit. L'approche du PROE en matière de gestion des risques est un processus intégral et systématique qui vise à identifier, à contrôler et à communiquer les risques prioritaires pour l'Organisation. Un exercice sur les risques de l'entreprise a été réalisé en 2018 à l'intention de l'équipe de direction, qui a évalué les risques les plus prioritaires. Cet exercice a servi de base au plan de travail annuel de l'audit des auditeurs internes. Le consultant de taille moyenne a recommandé le recrutement d'un gestionnaire des risques en 2016. Cela n'a pas encore été effectué et le Secrétariat continuera à examiner la liste des postes à pourvoir par ordre de priorité.

## Examen de l'efficacité du contrôle interne

En tant que directeur général, j'ai la responsabilité de contrôler l'efficacité du système de contrôle interne. Mon avis est informé entre autres par les sources suivantes.

**Audit externe** – l'auditeur externe fournit une certification annuelle des états financiers conformes aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux normes internationales d'audit (ISA), qui garantit un degré élevé de transparence. Dans la lettre de direction annuelle de 2018, les auditeurs externes ont relevé d'importants domaines de risque et formulé des recommandations d'amélioration.

**Comité d'audit** – Le Comité d'audit est composé de cinq experts indépendants et est complété par les membres de la TROIKA, à savoir l'ancien, l'actuel et le futur président de la Conférence du PROE. Ce Comité conseille le Directeur général sur : l'efficacité de l'intégrité des opérations et des états financiers du Secrétariat ; le respect du cadre de contrôle interne par les opérations ; la conformité avec les exigences légales et réglementaires ; l'efficacité de la performance des fonctions d'audit externe et interne ; la prise en compte et la gestion (adéquat ou non) des risques d'entreprise et de projet, y compris les achats ; et enfin l'existence d'un système efficace de prévention de la fraude.

**Fonction d'audit interne** – Une fonction d'audit interne indépendante est en place depuis 2012. Le dirigeant de l'unité Audit interne est responsable devant le Comité d'audit et rend compte au Directeur général sur les questions opérationnelles. Ce domaine a été souligné dans la lettre de direction en 2017 et 2018 pour le développement et le respect d'un plan d'audit interne robuste.

Le Secrétariat, dans sa nouvelle structure organisationnelle, a créé un poste supplémentaire pour assumer cette fonction. Celui-ci a été inclus à la liste de postes hiérarchisés à l'échelle de l'organisation qui nécessiteront un financement.

**Accréditation** – Le PROE est habilité à mettre en œuvre des projets relatifs au Fonds pour l'adaptation et au Fonds vert pour le climat. L'exercice d'accréditation comprenait une étude détaillée des capacités fiduciaires et de gestion de projet du PROE, ainsi que de ses capacités sociales, environnementales et de prévention de la fraude.

Les deux accréditations montrent que le PROE dispose d'un cadre de contrôle interne solide et efficace. Grâce au soutien du PNUD apporté au projet de taille moyenne (PTM), le PROE a suivi un protocole de gestion du changement qui lui a permis de renforcer et d'améliorer ses processus et politiques internes conformément aux exigences du FEM. La formation du personnel est terminée et ces nouvelles politiques et procédures sont en cours d'instauration et d'intégration au processus habituel du PROE. En 2018, le PROE était sujet à sa ré-accréditation auprès du Fonds pour l'adaptation, et celle-ci a été approuvée en février 2019. Il procède également à la mise à niveau du FVG pour les projets de catégorie B du SST. Cela implique une subvention fiduciaire spécialisée ou un mécanisme de financement spécialisé permettant au PROE de créer des programmes puis de lancer des appels d'offres pour des sous-projets.

Sur la base de ces sources, j'estime que les contrôles internes énumérés ci-dessus et précisés dans le cadre de contrôle interne du PROE sont suffisants pour que le PROE puisse s'acquitter de ses fonctions essentielles et fonctionner efficacement. Les améliorations nécessaires et identifiées dans ce cadre sont en cours de traitement, le PROE continuant de servir ses membres dans le cadre du nouveau Plan stratégique 2017–2026.



Kosi Latu  
**Directeur général**  
Apia Samoa

9 mai 2019

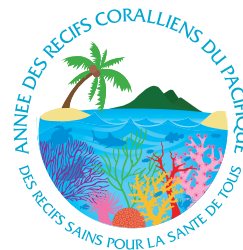


# DÉCLARATION DU COMITÉ DE VÉRIFICATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE



**PROE**  
Programme régional océanien  
de l'environnement

PO Box 240, Apia, Samoa  
E: [sprep@sprep.org](mailto:sprep@sprep.org)  
T: +685 21929  
F: +685 20231  
W: [www.sprep.org](http://www.sprep.org)



*L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.*

## Introduction

Le Comité d'audit soumet la présente Déclaration de contrôle interne pour l'exercice 2018 conformément à la Politique de gouvernance du PROE et aux résolutions des Membres du PROE.

Le Comité d'audit a fonctionné conformément à la Politique de gouvernance du PROE, qui est détaillée dans la Charte du Comité d'audit. Ensemble, les deux documents donnent des indications claires et adéquates quant au mandat du Comité d'audit.

## Composition du Comité d'audit 2018

Pour l'exercice 2018, le Comité d'audit était composé des membres suivants :

- Président** M. Tupuola Oloialii Koki Tuala, Koki Tuala Chartered Accountant Firm (KTCA)
- Membre** M. Mike Walsh, Haut-Commissaire adjoint ; Haute-Commission de Nouvelle-Zélande
- Membre** M. Seiuli Aleta, Directeur général par intérim du Bureau des Tokélaou ; Apia
- Membre** Mme Amanda Jewell, Haut-Commissaire adjoint ; Haute-Commission d'Australie
- Membre** Mme Rosita Matalavea ; Ministre des Finances ACEO ; Samoa

Les membres suivants de la TROIKA étaient présents à la réunion du Comité d'audit du 18 avril 2018.

- Membres de la TROIKA** M. Joe Aitaro ; Palaos
- M. David Lowe ; Haute-Commission d'Australie ; Apia
- Mme Rossy Mitiepo ; Gouvernement de Nioué

## Réunions du Comité d'audit en 2018

Le Comité d'audit doit se réunir au moins trois fois par exercice. En 2018, le Comité d'audit s'est réuni quatre (4) fois en février, mars, avril et juillet 2018. Les résultats des réunions du Comité d'audit de 2018 ont été déterminants pour les résultats finaux vérifiés pour l'année 2018. Le Comité d'audit a pris note des résultats positifs de l'exercice 2018, à hauteur de 139 740 USD pour les réserves, ce qui représente une amélioration significative par rapport aux 5 123 USD de 2017.

## Efficacité du contrôle interne

Le Comité d'audit a examiné la déclaration signée par Kosi Latu, Directeur général du PROE. L'information est conforme aux documents et aux rapports examinés et aux présentations faites au Comité d'audit.

Le Comité d'audit tient à souligner l'importance des points suivants :

- Le Secrétariat a mis au point le système d'informations de gestion de projet (PMIS) afin d'améliorer le suivi et la production de rapports de projets ; le Comité d'audit conseille aux membres de la direction d'encourager tout le personnel à exploiter au mieux ce système.



- Le Comité d'audit a noté que, conformément aux pratiques acceptables selon les normes internationales d'information financière (IFRS), la réserve spécifique avait été transférée des réserves de l'état de la situation financière de l'exercice 2018 aux fonds de base.
- Les commissaires aux comptes externes du cabinet KPMG ont souligné la nécessité de revoir la gestion du régime médical en vigueur, à savoir étudié la gestion en interne ou sous-traitée. Cet examen devrait permettre d'évaluer correctement la propension au risque du PROE au moyen d'une analyse coûts-avantages permettant à l'organisation de déterminer le niveau de risque pouvant être transféré à une société d'assurance.
- Le retard dans la réception des souscriptions des membres est une difficulté permanente pour le PROE, de même que son montant actuel. Depuis trois ans, le PROE demande aux membres de la Conférence du PROE d'envisager l'augmentation de sa souscription afin d'adresser les contraintes qui pèsent sur le financement de base qui, à ce jour, n'a toujours pas reçu le soutien de ses membres. L'augmentation de 20 % approuvée lors de la 28CP de 2017 était, bien que validée, conditionnée à la confirmation des capitales/gouvernements. Au 31 décembre 2018, seuls l'Australie, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande, les Palaos, le Samoa et Tuvalu avaient répondu à la formalisation des annonces de contributions approuvées. La France continue de s'engager à verser 5 % supplémentaires à ses contributions statutaires comme par le passé. L'impact du caractère volontaire du paiement des contributions des Membres continue de créer une incertitude quant au financement de base du PROE.
- La fonction d'audit interne doit se concentrer en permanence sur les tâches essentielles de l'exécution des missions d'audit interne afin que son programme d'audit annuel soit mené à bien. En 2018, le nombre de tâches clés reportées à 2019 comptait deux audits, à savoir les audits informatique et de récupération après sinistre, qui étaient combinés. Une enquête a été terminée, reçue par le biais de l'adresse électronique de protection des lanceurs d'alerte du Secrétariat, et trois audits de projets supplémentaires ont également été complétés. La capacité des ressources humaines à aider à la mise en œuvre des plans d'audit annuels reste un défi en raison des ressources financières limitées du financement de base du Secrétariat.
- Le Secrétariat poursuit ses remarquables efforts pour améliorer la situation financière globale du PROE en mettant en place des mesures de contrôle des coûts opérationnels et des pertes de change ainsi qu'en explorant des possibilités d'accroître ses revenus. L'exposition au risque de change fait l'objet d'une surveillance continue, notant une augmentation des contrats de change de 15 245 USD en 2017 à 39 388 USD en 2018. Un excédent net de 154 273 USD pour 2018, par rapport à un excédent net de 445 982 USD en 2017.
- Il reste difficile pour le Secrétariat d'encourager le travail collectif des membres et de la direction exécutive autour de la reconstitution de la totalité des réserves.
- Le Secrétariat continuera à donner la priorité à un examen des recettes de base du PROE et des autres options de revenus possibles pour l'avenir du PROE à court et à long terme. Le Secrétariat continuera également à accumuler les réserves totales à partir des résultats positifs de 2018.

## États financiers pour l'exercice 2018

Le Comité d'audit est satisfait du contenu et de la qualité des états trimestriels internes et des états de projet relatifs à l'exercice 2018 préparés et publiés par l'équipe Administration et finances.

Le Comité d'audit a examiné les états financiers vérifiés de 2018 et les méthodes comptables applicables avec le Directeur des finances et de l'administration et les commissaires aux comptes externes du cabinet KPMG. Il a également examiné le rapport du commissaire aux comptes externe sur les états financiers et la lettre de gestion correspondante.

Sur cette base, le Comité d'audit conclut que les états financiers vérifiés de 2018 et l'opinion d'audit de l'auditeur externe sont acceptés par les membres du PROE.

Le présent rapport annuel de contrôle interne pour l'exercice 2018 est soumis à l'examen et à l'approbation des membres du PROE.



**Tupuola Oloialii Koki Tuala**  
Président du Comité d'audit



## Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Executive Management's Report For the year ended 31 December 2018

The Executive Management present the annual report together with the financial statements of the Secretariat for the year ended 31 December 2018 and independent auditors' report as set out on the following pages thereon in accordance with the Secretariat's Financial Regulations.

### Executive Management:

The Executive Management in office as at the date of this report are:

- Leota Kosi Latu – Director General
- Roger Cornforth – Deputy Director General
- Tagaloa Cooper – Director Climate Change Resilience (recruited on 5 February 2018)
- Stuart Chape – Director, Biodiversity & Ecosystem Management
- Vicki Hall – Director, Waste Management & Pollution Control
- Easter Galuvao – Director, Environmental Monitoring & Governance
- Clark Peteru – Legal Adviser
- Simeamativa Vaai – Director Human Resource
- Petra Chan Tung – Director Finance & Administration

### Principal Activity:

The principal activity of SPREP is to promote co-operation in the Pacific region and to provide assistance in order to protect and improve its environment and to ensure sustainable development for present and future generations.

### Operating Results:

We are pleased to present the following operating results of the Secretariat for the financial year as at 31 December 2018:

- During the year the Secretariat expended US\$3.6 million dollars compared to expenditure of US\$3.7 million in 2017.
- The net surplus for the period was US\$154,273, compared to the net surplus of US\$445,982 in 2017.
- Foreign exchange exposure continues to be controlled and minimized however there was an increase in foreign exchange losses from US\$15,245 in 2017 to US\$39,388 in 2018.
- Management recognizes that there is still a need to maintain sustainability of funding with a view to rebuilding reserve funds and avoiding any further deficient positions in the future to ensure a strong financial position for the Secretariat moving forward.
- The challenge remains for the Secretariat to ensure a collective effort by Members and Executive Management to rebuild the total reserves. Hence, the Secretariat must focus on areas of generating sufficient funds from both Member Countries and Donors to resolve this issue as well as control costs, and thus strengthen the overall financial position and sustainability of SPREP in the long term.

### Responsibility for Financial Reporting and State of Affairs

The accompanying financial statements are the responsibility of management. The financial statements have been prepared according to International Financial Reporting Standards and include amounts based on management's best estimates and judgments.

Management has established and had been maintaining accounting and internal control systems which include clearly stated policies and procedures. These systems are designed to provide reasonable assurance that our financial records are reliable and form a proper basis for the timely and accurate preparation of financial statements, and that our assets are properly safeguarded.

SPREP Members oversee management's responsibilities for financial reporting. The financial statements have been reviewed and approved by the SPREP Members on recommendation from management.



**Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)  
Executive Management's Report  
For the year ended 31 December 2018**

---

Our independent auditors KPMG, Fiji, having been appointed by the SPREP Members, have audited our financial statements. The accompanying independent auditors' report outlines the scope of their examination and their opinion.

In our opinion:

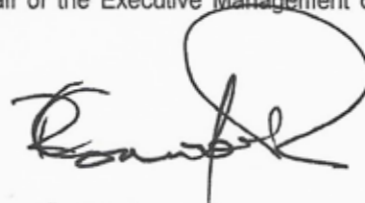
- a. The accompanying statement of comprehensive income is drawn up so as to give a true and fair view of the results of the Secretariat for the year ended 31 December 2018;
- b. The accompanying statement of financial position is drawn up so as to give a true and fair view of the state of the Secretariat's affairs as at 31 December 2018;
- c. The accompanying statement of movement in reserves is drawn up so as to give a true and fair view of the movement of funds and reserves of the Secretariat for the year ended 31 December 2018; and
- d. The accompanying statement of cash flows is drawn up so as to give a true and fair view of the cash flows for the Secretariat for the year ended 31 December 2018.

We are not aware of any circumstance which would render any particulars included in the financial statements to be misleading or inaccurate.

We authorize the attached financial statements for issue on behalf of the Executive Management of the Secretariat.



**Kosi Latu**  
Director General



**Roger Cornforth**  
Deputy Director General

26<sup>TH</sup> March 2019



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES



## Independent Auditors' Report on the Summary Financial Statements to the Members of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme

### Opinion

The summary financial statements, which comprise the summary statement of financial position as at 31 December 2018, the summary statements of core fund comprehensive income, changes in funds and reserves and cash flows for the year then ended, are derived from the audited financial statements of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme ("the Secretariat") for the year ended 31 December 2018.

In our opinion, the accompanying summary financial statements are consistent, in all material respects, with the audited financial statements, in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

### Summary Financial Statements

The summary financial statements do not contain all the disclosures required by International Financial Reporting Standards (IFRS). Reading the summary financial statements and our report thereon, therefore, is not a substitute for reading the audited financial statements and our report thereon. The summary financial statements and the audited financial statements do not reflect the effects of events that occurred subsequent to that date of our report on the audited financial statements.

### The Audited Financial Statements and Our Report Thereon

We expressed an unmodified audit opinion on the audited financial statements in our report dated 27<sup>th</sup> March 2019.

### Members and Management's Responsibility for the Summary Financial Statements

Members and Management are responsible for the preparation of the summary financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

### Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on whether the summary financial statements are consistent, in all material respects, with the audited financial statements based on our procedures, which were conducted in accordance with International Standard on Auditing (ISA) 810 (Revised), "Engagements to Report on Summary Financial Statements."

KPMG

30 April

Suva, Fiji

, 2019

Michael Yee Joy, Partner



## ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2018

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)  
Statement of Core Fund Comprehensive Income  
For the year ended 31 December 2018

	2018	2017
<b>Income</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Member contributions	1,172,741	1,350,062
Programme management charges	1,059,865	1,227,455
Other donor fund income	1,315,096	1,322,651
Amortisation of deferred income - Property and Equipment	82,151	82,151
Other income	124,721	189,751
<b>Total income</b>	<b>3,754,574</b>	<b>4,172,070</b>
<b>Expenses</b>		
Advertisements	41,642	29,067
Consultancies	10,585	29,599
Depreciation and amortisation expense	238,753	252,702
Donation & Sponsorship	115	35,914
Electricity & Water	66,823	65,446
Freight and Postal Expenses	1,124	8,684
Insurance	64,110	89,618
Licences & Registration	36,957	28,084
Printing, Stationery and Office Supplies	74,819	75,064
Professional Services	111,187	91,209
Program Support Costs	109,822	71,795
Repairs & Maintenance	23,697	17,567
Salaries and wages	2,162,664	2,231,537
Superannuation expense	151,386	155,720
Other employee expenses	134,023	153,537
SPREP Meeting	44,399	94,640
Telephone and Internet	83,909	91,772
Travel	121,568	95,971
Workshops & Trainings	41,045	38,782
Other Expenses	41,688	67,906
<b>Total expenses</b>	<b>3,560,316</b>	<b>3,724,614</b>
<b>Surplus before net finance income and foreign exchange</b>	<b>194,258</b>	<b>447,456</b>
Net finance income	(597)	13,771
Foreign exchange loss	(39,388)	(15,245)
<b>Net Surplus</b>	<b>154,273</b>	<b>445,982</b>



## ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2018

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)  
Statement of Financial Position  
As at 31 December 2018

	2018	2017
	\$	\$
<b>ASSETS</b>		
<b>Non current assets</b>		
Property plant and equipment	2,853,289	2,936,529
Intangible Assets	93,772	187,547
	<u>2,947,061</u>	<u>3,124,076</u>
<b>Current assets</b>		
Cash and cash equivalents	8,503,117	6,935,388
Term Deposits	-	6,678
Receivables and prepayments	87,108	61,887
	<u>8,590,225</u>	<u>7,003,953</u>
<b>TOTAL ASSETS</b>	<u>11,537,286</u>	<u>10,128,029</u>
<b>RESERVES AND LIABILITIES</b>		
<b>Reserves</b>		
Core Funds	139,740	(684,065)
General	-	501,425
Specific Fund	-	187,763
<b>Total reserves</b>	<u>139,740</u>	<u>5,123</u>
<b>Non Current Liabilities</b>		
Employee benefits	347,164	223,610
Deferred income - property plant and equipment	2,585,190	2,667,341
<b>Total non current liabilities</b>	<u>2,932,354</u>	<u>2,890,951</u>
<b>Current Liabilities</b>		
Programme/Donor funds	6,049,956	4,857,807
Payables and accruals	351,623	725,784
Employee benefits	535,462	566,213
Deferred income – property plant and equipment	82,151	82,151
Income received in advance	1,446,000	1,000,000
<b>Total current liabilities</b>	<u>8,465,192</u>	<u>7,231,955</u>
<b>TOTAL RESERVES AND LIABILITIES</b>	<u>11,537,286</u>	<u>10,128,029</u>



## ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2018

### Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Statement of Changes in Funds and Reserves For the year ended 31 December 2018

	Core Fund \$	General Reserve \$	Specific Reserve \$	Total \$
<b>Balance at 1st January 2017</b>	(1,130,047)	501,425	184,860	(443,762)
Net Deficit for the year	445,982	-		445,982
Reserves used during the year			2,903	2,903
<b>Balance at 31st December 2017</b>	(684,065)	501,425	187,763	5,123
Balance at 1 January 2018 as previously reported	(684,065)	501,425	187,763	5,123
Adjustment on initial application of IFRS 9	(19,656)			(19,656)
<b>Restated balance at 1 January 2018</b>	(703,721)	501,425	187,763	(14,533)
Transfer from general reserve	501,425	(501,425)		-
Transfer from specific reserve	187,763		(187,763)	-
Net surplus for the year	154,273			154,273
<b>Balance at 31 December 2018</b>	139,740	-	-	139,740

### Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Statement of Cash Flows For the year ended 31 December 2018

	2018 \$	2017 \$
<b>Cash flows from operating activities</b>		
Member contributions	1,172,741	1,350,062
Interest received	5,483	15,383
Non programme donor funds received	1,315,096	1,322,651
Other receipts	99,497	98,919
Personnel costs - Corporate Services	(2,543,352)	(2,352,563)
Corporate Services costs	(449,143)	479,226
Programme Income/(Expenditure)	2,085,336	(1,242,047)
<b>Net cash flows from operating activities</b>	<b>1,685,659</b>	<b>(328,369)</b>
<b>Cash flows from investing activities</b>		
Reserves added/(used) during the year	-	2,903
Purchase of property and equipment	(61,738)	(9,468)
<b>Net cashflows for investing activities</b>	<b>(61,738)</b>	<b>(6,565)</b>
Net change in cash held	1,623,921	(334,935)
Cash at beginning of the year	6,942,066	7,292,246
Effects of foreign exchange	(39,388)	(15,245)
<b>Ending cash balances</b>	<b>8,526,599</b>	<b>6,942,066</b>



# Publications 2018

TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	PAGES	TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	PAGES
<b>RAPPORTS TECHNIQUES</b>			<b>RAPPORTS TECHNIQUES</b>		
Une étude de cas préliminaire pour évaluer les risques et les impacts du changement climatique pesant sur la culture du cacao dans la plaine de Guadalcanal, sur les îles Salomon	<a href="http://bit.ly/2XZ65zh">http://bit.ly/2XZ65zh</a>	16 p.	Distribution régionale et statut des matériaux de construction contaminés à l'amiante et options de bonnes pratiques pour sa gestion dans les États insulaires océaniques : bilan	<a href="http://bit.ly/2vtjNy4">http://bit.ly/2vtjNy4</a>	162 p.
Évaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées en Papouasie-Nouvelle-Guinée 2017	978-982-04-0733-6 ( papier) 978-982-04-0734-3 ( num.) <a href="http://bit.ly/2Vvwozu">http://bit.ly/2Vvwozu</a>	182 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : Îles Cook	978-982-04-0880-7 <a href="http://bit.ly/2GUN1fT">http://bit.ly/2GUN1fT</a>	20 p.
Analyse et cartographie de la résilience écosystémique et socioéconomique (ESRAM) : Îles Salomon – Vol 1	978-982-04-0757-2 ( papier) 978-982-04-0758-9 ( num.) <a href="http://bit.ly/2GDihi0">http://bit.ly/2GDihi0</a>	139 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : États fédérés de Micronésie (EFM)	978-982-04-0878-4 <a href="http://bit.ly/2GLa23p">http://bit.ly/2GLa23p</a>	17 p.
Analyse et cartographie de la résilience écosystémique et socioéconomique (ESRAM) : Îles Salomon – Vol 2, îles de Wagina (Province de Choiseul)	978-982-04-0759-6 ( papier) 978-982-04-0760-2 ( num.) <a href="http://bit.ly/2XPvo6L">http://bit.ly/2XPvo6L</a>	156 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : Fidji	978-982-04-0879-1 <a href="http://bit.ly/2UNaZoi">http://bit.ly/2UNaZoi</a>	18 p.
Analyse et cartographie de la résilience écosystémique et socioéconomique (ESRAM) : Îles Salomon – Vol 3, Honaria	978-982-04-0761-9 ( papier) 978-982-04-0762-6 ( num.) <a href="http://bit.ly/2UkPCN9">http://bit.ly/2UkPCN9</a>	103 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : Kiribati	978-982-04-0877-7 <a href="http://bit.ly/2ZMk4u2">http://bit.ly/2ZMk4u2</a>	17 p.
Évaluation des options d'adaptation écosystémique et plan cadre pour les îles de Wagina, des îles Salomon	978-982-04-0771-8 ( papier) 978-982-04-0772-5 ( num.) <a href="http://bit.ly/2voTOb7">http://bit.ly/2voTOb7</a>	50 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : Îles Marshall	978-982-04-0877-7 <a href="http://bit.ly/2XUj4kw">http://bit.ly/2XUj4kw</a>	21 p.
Évaluation des options d'adaptation écosystémique et plan-cadre pour Honaria, des îles Salomon	978-982-04-0755-8 ( papier) 978-982-04-0756-5 ( num.) <a href="http://bit.ly/2V2S5OE">http://bit.ly/2V2S5OE</a>	65 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : Nauru	978-982-04-0877-7 <a href="http://bit.ly/2PzRij">http://bit.ly/2PzRij</a>	15 p.
Écosystème, changement climatique et hypothèses de développement, Port Vila, Vanuatu	978-982-04-0739-8 ( papier) 978-982-04-0740-4 ( num.) <a href="http://bit.ly/2La4i8l">http://bit.ly/2La4i8l</a>	96 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : Nioué	978-982-04-0872-2 <a href="http://bit.ly/2XvcQIG">http://bit.ly/2XvcQIG</a>	24 p.
Analyse et cartographie de la résilience écosystémique et socioéconomique pour Vanuatu	978-982-04-0735-0 ( papier) 978-982-04-0736-7 ( num.) <a href="http://bit.ly/2vp9eMf">http://bit.ly/2vp9eMf</a>	98 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : Palaos	978-982-04-0866-1 <a href="http://bit.ly/2PDw8sw">http://bit.ly/2PDw8sw</a>	16 p.
Échange de données sur les espèces envahissantes du Pacifique dans le cadre du Système mondial d'information sur la biodiversité GBIF	978-982-04-0785-8 ( papier) 978-982-04-0786-2 ( num.) <a href="http://bit.ly/2VciRWC">http://bit.ly/2VciRWC</a>	28 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : Papouasie-Nouvelle-Guinée	978-982-04-0875-3 <a href="http://bit.ly/2WgKUbw">http://bit.ly/2WgKUbw</a>	24 p.
Lignes directrices de l'étude d'impact sur l'environnement pour le développement du tourisme côtier pour les États et territoires du Pacifique insulaire	978-982-04-0886-9 ( papier) 978-982-04-0885-2 ( num.) <a href="http://bit.ly/2ydiSml">http://bit.ly/2ydiSml</a>	40 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : Samoa	978-982-04-0874-6 <a href="http://bit.ly/2DD1pas">http://bit.ly/2DD1pas</a>	21 p.
Stratégie nationale de gestion des déchets et de lutte contre la pollution 2017-2026 – îles Salomon	978-982-04-0734-2 ( papier) 978-982-04-0732-9 ( num.) <a href="http://bit.ly/2XXFgLT">http://bit.ly/2XXFgLT</a>	119 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : Tonga	978-982-04-0873-9 <a href="http://bit.ly/2vviPOK">http://bit.ly/2vviPOK</a>	19 p.
Planification pour une adaptation écosystémique à Honiara, aux îles Salomon : rapport de synthèse	978-982-04-0753-4 ( papier) 978-982-04-0754-1 ( num.) <a href="http://bit.ly/2lXnAM5">http://bit.ly/2lXnAM5</a>	20 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : Tuvalu	978-982-04-0869-2 <a href="http://bit.ly/2ZH07Ve">http://bit.ly/2ZH07Ve</a>	17 p.
Planification pour une adaptation écosystémique à Taveuni, aux Fidji : rapport de synthèse	978-982-04-0749-7 ( papier) 978-982-04-0750-3 ( num.) <a href="http://bit.ly/2J3k9Dt">http://bit.ly/2J3k9Dt</a>	20 p.	Examen de la législation relative aux ressources naturelles et à l'environnement : Vanuatu	978-982-04-0868-5 <a href="http://bit.ly/2lPDCs0">http://bit.ly/2lPDCs0</a>	22 p.
Planification pour une adaptation écosystémique à Port-Vila, à Vanuatu : rapport de synthèse	978-982-04-0753-4 ( papier) 978-982-04-0754-1 ( num.) <a href="http://bit.ly/2ZKLBMr">http://bit.ly/2ZKLBMr</a>	20 p.	Échange de données sur les espèces envahissantes du Pacifique dans le cadre du Système mondial d'information sur la biodiversité (GBIF)	978-982-04-0875-5 ( papier) 978-982-04-0786-2 ( num.) <a href="http://bit.ly/2GRIE9Z">http://bit.ly/2GRIE9Z</a>	30 p.
Rapport d'évaluation de l'influence du changement climatique sur l'Océan Pacifique de 2018	<a href="http://bit.ly/2vltwzgw">http://bit.ly/2vltwzgw</a>	9 p.	Statut et évolution des récifs coralliens du Pacifique	<a href="http://bit.ly/2Qcuptg">http://bit.ly/2Qcuptg</a>	220 p.
Plan d'action régional pour le Pacifique : déchets marins 2018-2025	978-982-04-0884-5 ( papier) 978-982-04-0883-8 ( num.) <a href="http://bit.ly/2lNg5lm">http://bit.ly/2lNg5lm</a>	44 p.	Prévention des polluants organiques persistants produits involontairement et sensibilisation aux produits chimiques : considérations sur les campagnes de sensibilisation	<a href="http://bit.ly/2URBxK">http://bit.ly/2URBxK</a>	17 p.
Guide pratique de la gestion des déchets solides dans les États et territoires insulaires du Pacifique	978-982-04-0765-7 ( papier) 978-982-04-0766-4 ( num.) <a href="http://bit.ly/2XXvQ2Z">http://bit.ly/2XXvQ2Z</a>	152 p.	<b>SÉRIES</b>		
Prévention, contrôle et gestion des espèces allochènes envahissantes dans les îles du Pacifique : évaluation finale du projet ONU Environnement	<a href="http://bit.ly/2vssRe">http://bit.ly/2vssRe</a>	103 p.	Questions sur le changement climatique (Numéro 62) Janvier-juillet 2018	2227-6947 <a href="http://bit.ly/2DAP5r8">http://bit.ly/2DAP5r8</a>	6 p.
La République des îles Marshall : Rapport sur l'état de l'environnement – synthèse	<a href="http://bit.ly/2L7FDk">http://bit.ly/2L7FDk</a>	6 p.	Revue mensuelle COSSPac, octobre 2018	<a href="http://bit.ly/2GPW3cy">http://bit.ly/2GPW3cy</a>	18 p.
Stratégie nationale de gestion de l'environnement pour La République des îles Marshall (NEMS) 2017-2022 :	978-982-04-0767-1 ( papier) 978-982-04-0768-8 ( num.) <a href="http://bit.ly/2LdERn3">http://bit.ly/2LdERn3</a>	24 p.	Bulletin d'information sur l'adaptation écosystémique du Pacifique au changement climatique (PEBACC), n° 5 et 6	<a href="http://bit.ly/2lYJlM">http://bit.ly/2lYJlM</a> <a href="http://bit.ly/2ZNIIZ5">http://bit.ly/2ZNIIZ5</a>	8 p.
Réglementation du plastique dans les États insulaires océaniques : un guide pour les décideurs politiques et les rédacteurs de textes législatifs	978-982-04-0888-3 ( papier) 978-982-04-0884-6 ( num.) <a href="http://bit.ly/2UNhgce">http://bit.ly/2UNhgce</a>	62 p.	Rapport annuel du PROE 2017	1562-675X <a href="http://bit.ly/2ZCYBDH">http://bit.ly/2ZCYBDH</a>	70 p.
			Rapport annuel du PROE pour 2017	1562-675X <a href="http://bit.ly/2vsasXm">http://bit.ly/2vsasXm</a>	70 p.
			Tok du PROE (n° 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50)		4 p.
			2311-861X, <a href="http://bit.ly/2J1ePR4">http://bit.ly/2J1ePR4</a> , <a href="http://bit.ly/2ZKrduu">http://bit.ly/2ZKrduu</a> , <a href="http://bit.ly/2GD0i6Y">http://bit.ly/2GD0i6Y</a> , <a href="http://bit.ly/2PBh6DS">http://bit.ly/2PBh6DS</a> , <a href="http://bit.ly/2XTEU8U">http://bit.ly/2XTEU8U</a> , <a href="http://bit.ly/2GS67Dn">http://bit.ly/2GS67Dn</a> , <a href="http://bit.ly/2LcxX1k">http://bit.ly/2LcxX1k</a> , <a href="http://bit.ly/2VuaBG9">http://bit.ly/2VuaBG9</a> , <a href="http://bit.ly/2WeBNb0">http://bit.ly/2WeBNb0</a> , <a href="http://bit.ly/2JUMU6CW">http://bit.ly/2JUMU6CW</a> ,		
			Soundbites, décembre 2018	<a href="http://bit.ly/2XW9rCO">http://bit.ly/2XW9rCO</a>	15 p.



TITRE	ISBN / ISSN / LINEN	PAGES	TITRE	ISBN / ISSN / LINK	DURÉE
<b>COMTES-RENDUS DE RÉUNION</b>			<b>VIDÉOS</b>		
Rapport de la première réunion du Conseil exécutif, 10-11 septembre 2018, Apia, Samoa	978-982-04-0863-0 ( num.) <a href="http://bit.ly/2J0fQsx">http://bit.ly/2J0fQsx</a>	33 p.	Entretien lors d'un atelier ACPMEA2 : Mme Kathleen Taituave	<a href="http://bit.ly/2ZI2uav">http://bit.ly/2ZI2uav</a>	2:01
Réunion régionale commune pour les projets ACPMEA2 et Inform, 17-21 septembre 2018, Apia, Samoa	<a href="http://bit.ly/2PxxzmK">http://bit.ly/2PxxzmK</a>	32 p.	Venez avec votre sac	<a href="http://bit.ly/2L9SYcU">http://bit.ly/2L9SYcU</a>	5:02
Compte-rendu sur l'atelier de lancement régional du Pacifique du projet BIOPAMA, Apia, Samoa. 11-15 juin 2018	<a href="http://bit.ly/2XZIDUF">http://bit.ly/2XZIDUF</a>	58 p.	Observation de notre environnement à partir des données pour la prise de décision	<a href="http://bit.ly/2IMJa6E">http://bit.ly/2IMJa6E</a>	0:05
<b>FICHES D'INFORMATION</b>			Projet Inform : Tutoriel sur le portail des données n°1 : Comment ajouter ensemble de données	<a href="http://bit.ly/2VwhhFU">http://bit.ly/2VwhhFU</a>	3:19
Table ronde pour le Pacifique propre 101	<a href="http://bit.ly/2IPAmgg">http://bit.ly/2IPAmgg</a>	2 p.	Projet Inform : Saviez-vous que nous avons maintenant des portails de données environnementales dans certaines îles du Pacifique ? En savoir plus	<a href="http://bit.ly/2GRZroQ">http://bit.ly/2GRZroQ</a>	1:07
Notre océan Pacifique, notre histoire : Pourquoi il est important de témoigner de notre océan Pacifique (Fiche d'information 1)	<a href="http://bit.ly/2vtkBTC">http://bit.ly/2vtkBTC</a>	2 p.	Le projet Inform nous fournit des données de qualité – Charlene Mersai, Palaos	<a href="http://bit.ly/2GQL6Jb">http://bit.ly/2GQL6Jb</a>	27sec
Notre océan Pacifique, notre histoire : l'océan Pacifique ou l'océan plastique ? (Fiche d'information 2)	<a href="http://bit.ly/2IPAYIU">http://bit.ly/2IPAYIU</a>	2 p.	Le projet Inform nous fournit une base de données centrale afin de gérer les données environnementales – Soseala Tinilau, Tuvalu	<a href="http://bit.ly/2LdEVs">http://bit.ly/2LdEVs</a>	27sec
Notre océan Pacifique, notre histoire : Un océan sans plastique, nos actions, notre responsabilité (Fiche d'information 3)	<a href="http://bit.ly/2IOZaVe">http://bit.ly/2IOZaVe</a>	2 p.	Des petits géants : les fourmis électriques (wasmannia auroponctata) : Vanuatu / par Alain Simeon	<a href="http://bit.ly/2LdFuwK">http://bit.ly/2LdFuwK</a>	23:40
Notre océan Pacifique, notre histoire : Pour en savoir plus sur les récifs coralliens (Fiche d'information 4)	<a href="http://bit.ly/2GUuS10">http://bit.ly/2GUuS10</a>	2 p.	Nauru BIORAP – Partie 1	<a href="http://bit.ly/2J278tQ">http://bit.ly/2J278tQ</a>	17:45
Notre océan Pacifique, notre histoire : Les problématiques auxquelles nos récifs coralliens sont exposés (Fiche d'information 5)	<a href="http://bit.ly/2J5PRQn">http://bit.ly/2J5PRQn</a>	2 p.	Nauru BIORAP – Partie 2	<a href="http://bit.ly/2V2blPT">http://bit.ly/2V2blPT</a>	11:44
Conversations sur le Pacifique du PROE : des récifs coralliens en bonne santé, des populations en bonne santé	<a href="http://bit.ly/2DBvsRv">http://bit.ly/2DBvsRv</a>	1 p.	Résultats du projet de la ceinture bleue de biodiversité du Pacifique BEST 2.0 en Polynésie française	<a href="http://bit.ly/2GzDAkk">http://bit.ly/2GzDAkk</a>	1:11
Conversations sur le Pacifique du PROE : pour en savoir plus sur l'amiante	<a href="http://bit.ly/2DDpA8R">http://bit.ly/2DDpA8R</a>	1 p.	Les voix du Pacifique à l'unisson : témoignages de la République de Kiribati	<a href="http://bit.ly/2GHdFal">http://bit.ly/2GHdFal</a>	3:29
Conversations sur le Pacifique : acidification des océans	<a href="http://bit.ly/2Vvvlzr">http://bit.ly/2Vvvlzr</a>	1 p.	Les voix du Pacifique à l'unisson : Témoignages des îles Marshall	<a href="http://bit.ly/2GL4dmr">http://bit.ly/2GL4dmr</a>	3:55
Conversations sur le Pacifique : l'océan Pacifique ou l'océan plastique ?	<a href="http://bit.ly/2LcMEkM">http://bit.ly/2LcMEkM</a>	1 p.	Les voix du Pacifique à l'unisson : Témoignages de Samoa	<a href="http://bit.ly/2DEpwp9">http://bit.ly/2DEpwp9</a>	2:43
Conversations sur le Pacifique : Les aires protégées du Pacifique : protéger notre patrimoine naturel pour les générations futures	<a href="http://bit.ly/2ZJPwZz">http://bit.ly/2ZJPwZz</a>	1 p.	Les voix du Pacifique à l'unisson : témoignages des îles Salomon	<a href="http://bit.ly/2V7NqV2">http://bit.ly/2V7NqV2</a>	3:35
Conversations sur le Pacifique : Félicitations à nos îles du Pacifique ! Nous savons les requins !	<a href="http://bit.ly/2ZGQYMI">http://bit.ly/2ZGQYMI</a>	1 p.	Les voix du Pacifique à l'unisson : témoignages de Vanuatu	<a href="http://bit.ly/2J13JLN">http://bit.ly/2J13JLN</a>	4:04
Conversations sur le Pacifique : notre océan Pacifique, nos requins, notre responsabilité	<a href="http://bit.ly/2ZFy3wR">http://bit.ly/2ZFy3wR</a>	1 p.	Les voix du Pacifique à l'unisson : faire reculer la marée	<a href="http://bit.ly/2V10wi7">http://bit.ly/2V10wi7</a>	0:12
<b>BROCHURES</b>			Les voix du Pacifique à l'unisson : témoignages des Fidji	<a href="http://bit.ly/2XT9LCA">http://bit.ly/2XT9LCA</a>	4:49
L'état de l'environnement des îles Cook	<a href="http://bit.ly/2DEon0M">http://bit.ly/2DEon0M</a>	6 p.	Résultats du projet Ceinture bleue pour la biodiversité dans le Pacifique BEST2.0 en Polynésie française	<a href="http://bit.ly/2WizRyB">http://bit.ly/2WizRyB</a>	1:11
Faire carrière dans la météorologie	<a href="http://bit.ly/2GRuf9c">http://bit.ly/2GRuf9c</a>	1 p.	Stop aux rejets de POP	<a href="http://bit.ly/2IY0x3w">http://bit.ly/2IY0x3w</a>	0:04
Projet Inform	<a href="http://bit.ly/2ZJpYvW">http://bit.ly/2ZJpYvW</a>	2 p.	Présentation générale des indicateurs du projet Inform du PROE	<a href="http://bit.ly/2ZIQxRC">http://bit.ly/2ZIQxRC</a>	3:02
Protection de l'environnement du Pacifique de la pollution	<a href="http://bit.ly/2ZFIZzb">http://bit.ly/2ZFIZzb</a>	2 p.	Les aventures du crabe climat dans le Pacifique (niuéen)	<a href="http://bit.ly/2Vzy234">http://bit.ly/2Vzy234</a>	4:50
Shark Beats (brochure en faveur des requins)	<a href="http://bit.ly/2JUL20MZ">http://bit.ly/2JUL20MZ</a>	4 p.	Les aventures du crabe climat dans le Pacifique (pidgin)	<a href="http://bit.ly/2vsKzWv">http://bit.ly/2vsKzWv</a>	5:11
<b>POSTERS/LIVRETS/CHEVALETS DE CONFÉRENCE</b>			Les aventures du crabe climat dans le Pacifique (tuvaluan)	<a href="http://bit.ly/2ZH7N9T">http://bit.ly/2ZH7N9T</a>	4:54
Mesures de conservation en faveur des requins et des raies dans le Pacifique – poster	<a href="http://bit.ly/2GEP4TT">http://bit.ly/2GEP4TT</a>	1p.	Les aventures du crabe climat dans le Pacifique (samoan)	<a href="http://bit.ly/2V3coEW">http://bit.ly/2V3coEW</a>	5:35
La taille minimale : un guide pour des poissons plus nombreux et plus gros	<a href="http://bit.ly/2DEwBpG">http://bit.ly/2DEwBpG</a>	16 p.	Directeur général du PROE, Kosi Latu, lors du 49e Forum des îles du Pacifique	<a href="http://bit.ly/2V2di4h">http://bit.ly/2V2di4h</a>	5:37
Wakatu Taveuni : pour un meilleur développement des Fidji	<a href="http://bit.ly/2XWCw1h">http://bit.ly/2XWCw1h</a>	24 p.	Déclaration du directeur général du PROE lors du sommet virtuel du forum du climat vulnérable (CVF) de 2018	<a href="http://bit.ly/2LaS9k9">http://bit.ly/2LaS9k9</a>	2:28
			Démonstration du Portail de données des Tonga	<a href="http://bit.ly/2XPTEwf">http://bit.ly/2XPTEwf</a>	11:08
			Les connaissances traditionnelles sur la météo et le climat dans le Pacifique	<a href="http://bit.ly/3361qPc">http://bit.ly/3361qPc</a>	0:08
			Recours aux prévisions climatiques se basant sur des sources scientifiques pour étayer la prise de décision : étude de cas sur la culture du cacao à Samoa	<a href="http://bit.ly/2V3eSTM">http://bit.ly/2V3eSTM</a>	9:59
			<b>PODCAST DU PERSONNEL</b>		
			Le Pacifique vise à accroître son influence dans la lutte contre le changement climatique	<a href="http://bit.ly/2WcRY8K">http://bit.ly/2WcRY8K</a>	0:05:26
			Analyse de l'état de la science marine du Pacifique	<a href="http://bit.ly/2PGZZAE">http://bit.ly/2PGZZAE</a>	0:04:14
			Le Samoa s'associe aux autres États océaniques dans la lutte contre le plastique	<a href="http://bit.ly/2W9IEr4">http://bit.ly/2W9IEr4</a>	0:04:23
			L'Organisation internationale du travail (OIT) et le PROE incitent à promouvoir les emplois « verts »	<a href="http://bit.ly/2INrEiB">http://bit.ly/2INrEiB</a>	0:05:56
			Les déchets sont aussi graves que le changement climatique pour le Pacifique – Bainimarama	<a href="http://bit.ly/2DBhAFa">http://bit.ly/2DBhAFa</a>	0:05:08
			L'ensemble de règles essentielles pour éviter le désastre climatique dans le monde	<a href="http://bit.ly/2IOFvFk">http://bit.ly/2IOFvFk</a>	0:03:54





MEMBRE DU PERSONNEL	FONCTION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
<b>ÉQUIPE DIRIGEANTE</b>			
1 Kosi Latu	Directeur général	Samoa	31-déc-19
2 Roger Cornforth	Directeur général adjoint, Planification stratégique, coordination de projets et services d'information	Nouvelle-Zélande	05-juin-19
3 Stuart Chape	Directeur général adjoint par intérim, Politique stratégique et programmes techniques / Directeur, Écosystèmes insulaires et océaniques	Australie	30-juin-21
4 Tagaloa Cooper – Halo	Directeur, Changement climatique	Nioué	04-fév-21
5 Easter Galuvao	Directeur, Surveillance et gouvernance environnementales	Samoa	07-mai-20
6 Vicki Hall	Directrice, Gestion des déchets et lutte contre la pollution	Australie	12-juin-20
7 Clark Peteru	Conseiller juridique	Samoa	31-déc-19
8 Petra Chan Tung	Directrice, Finance et administration	Samoa	24-juil-19
9 Simeamativa Vaai	Directrice, Ressources humaines	Samoa	28-fév-20
<b>FONCTIONS SUPPORT EXÉCUTIVES ET BUREAUX RÉGIONAUX</b>			
<b>Fonctions Support Exécutive</b>			
1 Audrey Brown-Pereira	Cadre dirigeante	Îles Cook	19-mars-20
2 Rosanna Galuvao-Ah Ching	Adjointe exécutive du Directeur général	Samoa	30-mai-19
3 Apiseta Eti	Adjointe exécutive du Directeur général adjoint	Samoa	31-déc-21
<b>Audit Interne</b>			
1 Selesitina Reti	Auditrice interne	Samoa	31-mars-19
<b>Bureaux Sous-Régionaux</b>			
1 Kilom Ishiguro	République des îles Marshall – Expert technique du PROE (secteur de l'eau)	RMI	31-déc-19
<b>Communication et sensibilisation</b>			
1 Nanette Woonton	Attachée de relations publiques	Îles Cook	06-août-20
2 Leanne Moananu	Responsable de la communication	Samoa	31-déc-19
3 Angelica Salele	Responsable de la sensibilisation	Samoa	08-avr-19
<b>POLITIQUE STRATÉGIQUE ET PROGRAMMES TECHNIQUES</b>			
<b>CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>			
1 Foinijancey Fesolai	Secrétaire du Directeur de programme/Assistante de programme	Samoa	1-oct-20
2 Espen Ronneberg	Conseiller spécialisé en changement climatique	Norvège	31-déc-20
3 Filomena Nelson	Conseillère en adaptation face aux changements climatiques	Samoa	8-oct-20
4 Salesa Nihmei	Responsable de la météorologie et du climat	Vanuatu	31-mars-19
5 Robert D. McIntosh	Responsable pour l'océanographie	États-Unis	13-mai-21
6 Johanna Johnson	Chef de projet – Projet de Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction au Vanuatu (Projet CISRD Vanuatu)	Australie	10-juil-21
7 Sunny Seuseu	Responsable des services d'information sur le climat, Projet CISRD Vanuatu	Samoa	04-avr-21
8 Jamila Sese	Assistante technique et financière, Projet CISRD Vanuatu	Vanuatu	08-avr-21
9 Azarel Mariner	Responsable du renforcement des capacités du COSPPac	Samoa	30-juin-21
10 Siosinamele Lui	Chargée des connaissances traditionnelles sur le climat de COSPPac	Samoa	30-juin-21
11 Philip Malsale	Responsable de la climatologie COSPPac	Vanuatu	30-juin-21
12 Teuila-Jane Fruean	Assistante technique et financière COSPPac	Samoa	30-juin-21
13 Makelesi Gonelevu	Responsable de la gestion des connaissances	Fidji	31-déc-18
14 Patrick Pringle	Consultant en analyse climatique (Détaché de Climate Analytics)	Royaume-Uni	30-sep-19
15 <i>Poste vacant</i>	Directeur, Centre océanien sur le changement climatique		
16 <i>Poste vacant</i>	Conseiller en météorologie et climatologie		
17 <i>Poste vacant</i>	Coordinateur des services de prévisions climatiques		
18 <i>Poste vacant</i>	Adjoint technique Projet PPOA		
19 <i>Poste vacant</i>	Chef de projet – FVC + Intra ACP Pacifique Adaptation au changement climatique et résilience		
20 <i>Poste vacant</i>	Conseiller surveillance et évaluation		
21 <i>Poste vacant</i>	Responsable financier et administratif, Système d'information sur les risques du Pacifique		
<b>SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES</b>			
1 Pauline Fruean	Secrétaire du Directeur de programme/Assistante de programme	Samoa	24-mai-21
2 Jope Davetanivalu	Conseiller en planification environnementale	Fidji	30-sep-19
3 Gregory Barbara	Responsable de l'évaluation et de la planification environnementales	Australie	14-avr-21
4 Paul Anderson	Responsable du projet « Inform »	États-Unis	24-sep-20
5 Julie Callebaut	Projet « Inform », Surveillance et rapports environnementaux – Spécialiste SIG (Systèmes d'information géographique)	Belgique	13-juin-21
6 Peter McDonald	Projet « Inform », Spécialiste de la surveillance et des rapports environnementaux	Australie	08-juin-21
7 Sela Simamao	Projet « Inform », Assistante financière et technique	Tonga	09-janv-21
8 Tavita Su'a	Analyste et développeur des systèmes d'information environnementale	Samoa	14-oct-21
9 Lagi Reupena	Projet « Inform », Assistante de données environnementales (temporaire)	Samoa	05-mai-19
<b>ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES</b>			
1 Makerita Atiga	Secrétaire du Directeur de programme/Assistante de programme	Samoa	01-août-20
2 David Moverley	Conseiller en espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	30-nov-21
3 Amanda Wheatley	Conseillère Biodiversité	Australie	16-déc-20
4 Ofa Kaisamy	Conseillère juridique ABS (Accès et partage des avantages)	Tonga	10-sep-20
5 Rahul Chand	Responsable du renforcement des capacités ABS (Accès et partage des avantages)	Fidji	20-oct-20
6 Isabel Rasch	Assistante technique et financière ABS (Accès et partage des avantages)	Samoa	22-août-20
7 Juney Ward	Responsable de la conservation des requins et des raies	Samoa	31-mars-19

MEMBRE DU PERSONNEL	FONCTION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT	
8	Vainuupo Jungblut	Responsable des zones protégées	Samoa	13-déc-20
9	Herman Timmermans	Chef de projet PEBACC	Afrique du Sud	30-juil-19
10	David Loubser	Directeur national, PEBACC Vanuatu	Nouvelle-Zélande	30-juil-19
11	Fred Patison	Responsable national des îles Salomon, PEBACC	Îles Salomon	30-juil-19
12	Allan Dan	Responsable de projet, PEBACC Vanuatu	Vanuatu	14-août-19
13	Filomena Serenia	Responsable de projet, PEBACC Fidji	Fidji	31-juil-19
14	Miriama Turagava	Responsable financier et administratif, PEBACC	Fidji	01-juil-19
15	Carmen Fepulea'i	Assistant programme de sensibilisation aux requins (temporaire)	Samoa	30-juin-19
16	David Sakoda	Spécialiste des espèces envahissantes (volontaire du Peace Corp)	États-Unis	23-août-19
17	Akiko Hamada-Ano	Spécialiste des espèces côtières et marines envahissantes (volontaire du Peace Corp)	États-Unis	10-mai-19
18	Franck Connan	Spécialiste du milieu marin et de la conservation (détaché du MEEM, France)	France	28-fév-21
19	Margaret Morris	Volontaire AVID	Australie	04-avr-19
20	Poste vacant	Coordinateur des espèces envahissantes		
21	Poste vacant	Conseiller en zones côtières et marines		
22	Poste vacant	Conseiller sur les espèces menacées et migratrices		
23	Poste vacant	Responsable de projet – Projet de gestion des prises accessoires et écosystèmes intégrés (BIEM)		
24	Poste vacant	Responsable des écosystèmes et de la biodiversité		
<b>GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION</b>				
1	Leinatioletuitoga Eteuati	Gestion des déchets et lutte contre la pollution, Assistante de programme (temporaire)	Samoa	31-déc-18
2	Anthony Talouli	Conseiller Pollution (CP)	Fidji	31-juil-20
3	Ma Bella Guinto	Conseillère à la gestion des déchets solides	Nouvelle-Zélande	16-sep-20
4	Frank Griffin	Conseiller en gestion des déchets dangereux	PNG	20-sep-19
5	Bradley Nolan	Chef de projet, PacWastePlus	Australie	08-nov-21
6	Raymond Schuster	Adjoint de projet GEF (Intérimaire)	Samoa	06-juin-19
7	Phillipa Tulilo	Stagiaire PacWaste Plus (Stage)	Samoa	25-janv-19
8	Poste vacant	Responsable des finances et des achats, PacWaste Plus		
9	Poste vacant	Responsable des finances et des achats, PacWaste Plus		
<b>PLANIFICATION STRATÉGIQUE, COORDINATION DE PROJETS ET SERVICES D'INFORMATION</b>				
<b>Planification stratégique</b>				
1	Rebecca Polestico	Conseillère surveillance et évaluation	Philippines	01-mars-21
<b>Unité de coordination des projets</b>				
1	Melanie King	Directrice unité de coordination des projets	Australie	22-oct-21
2	Manasa Katonivualiku	Spécialiste en développement de projets – Résilience et adaptation climatique	Fidji	26-juin-21
3	Rupeni Mario	Spécialiste en développement de projets – Atténuation du changement climatique	Fidji	17-juil-21
4	Vitolina Samu	Responsable adjointe de la mise en œuvre des projets	Samoa	18-avr-21
<b>Technologies de l'information</b>				
1	Christian Slaven	Responsable informatique	Samoa	30-nov-21
2	Epeli Tagi	Ingénieur chargé des réseaux et de l'assistance informatiques	Fidji	30-avr-20
3	Billy Chan Ting	Spécialiste du développement d'applications web	Samoa	30-avr-20
4	Ainsof So'o	Développeur/analyste de systèmes	Samoa	05-mai-19
5	Poste vacant	Responsable de l'assistance informatique		
<b>Gestion des connaissances</b>				
1	Miraneta Williams-Hazelman	Directrice du Centre d'information et de documentation	Samoa	31-oct-21
2	Lupe Silulu	Responsable des dossiers et des archives	Samoa	31-déc-20
3	Emma Arasi	Responsable de la gestion des connaissances	Samoa	31-juil-21
4	Faasipa Lemalu	Responsable des dossiers et des archives	Samoa	31-juil-21
<b>Département Finance et Administration</b>				
1	Veronica Levi	Comptable	Samoa	10-avr-19
2	Maraea Slade-Pogi	Responsable des achats	Samoa	05-janv-20
3	Siniva Tuuau-Enosa	Comptable de projet	Samoa	26-juin-19
4	Alvin Sen	Comptable de projet	Fidji	16-juin-19
5	Rachel Levi	Comptable	Samoa	29-avr-21
6	Dannicah Chan	Responsable des finances	Samoa	22-oct-20
7	Atitoafaiga Tau	Responsable des finances	Samoa	06-nov-20
8	Naoafioga Feu'u	Responsable des finances	Samoa	10-sep-20
9	Hetta Fuimaono	Responsable des finances	Samoa	19-juin-19
10	Anuillagi Tyrell	Responsable des finances	Samoa	26-juin-19
11	Lawrence Warner	Responsable des services immobiliers	Samoa	4-déc-21
12	Faamanatu Sitiiti	Chauffeur/Employé	Samoa	05-déc-20
13	Amosa To'oto'o	Agent de nettoyage/Préposé aux thés et cafés	Samoa	31-déc-19
14	Cynthia Ah Loo	Agent de nettoyage/Préposé aux thés et cafés	Samoa	05-mars-20
15	Tagiilima Enele	Personne de terrain	Samoa	12-mai-20
16	Isaia Talaitau	Personne de terrain	Samoa	11-sep-19
<b>Département Des Ressources Humaines</b>				
1	Luana Jamieson	Département des ressources humaines	Samoa	05-janv-20
2	Jolynn Managreve-Fepuleai	Assistant Ressources Humaines	Fidji	08-juil-21
3	Marion Chan Chui	Assistante Ressources Humaines	Tonga	08-mai-20
4	Monica Tupai	Assistante Ressources Humaines	Samoa	21-mai-19
<b>Consultants du PROE</b>				
1	Bradley Myer	Consultant en espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	16-avr-19
2	Emile Adams	Spécialiste en communication de projet	Samoa	31-mai-19



# Acronymes et Abréviations

<b>28SM</b>	Vingt-huitième Conférence du PROE	<b>ISSG</b>	Groupe de spécialistes des espèces envahissantes
<b>ABS</b>	Accès et partage des avantages	<b>IUCN</b>	Union internationale pour la conservation de la nature
<b>ACP MEA2</b>	Projet 2 sur les Accords environnementaux multilatéraux dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	<b>J-PRISM II</b>	Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides dans les îles du Pacifique Phase II
<b>AEM</b>	Accords multilatéraux sur l'environnement	<b>JICA</b>	Agence japonaise de coopération internationale
<b>AFB</b>	Agence française pour la biodiversité	<b>MNRE</b>	Ministère des ressources naturelles et de l'environnement du gouvernement du Samoa
<b>AIMS</b>	Institut australien des sciences marines	<b>MOC</b>	Mémorandum de coopération
<b>APCC</b>	Centre de climatologie de l'APEC	<b>MSP</b>	Planification spatiale marine
<b>APÉI</b>	Alliance des petits États insulaires	<b>MWCSD</b>	Ministère de la femme, du développement communautaire et social du gouvernement du Samoa
<b>BAAsD</b>	Banque asiatique de développement	<b>NOAA</b>	Administration océanique et atmosphérique nationale
<b>BEQC</b>	CNMI Bureau de la qualité de l'environnement et des zones côtières	<b>NSDP</b>	Plans nationaux de développement durable
<b>BID</b>	Programme de développement de l'information sur la biodiversité	<b>OIT</b>	Organisation Internationale du Travail
<b>BIOPAMA</b>	Observatoire régional pour la gestion de la diversité biologique et des aires protégées	<b>OMI</b>	Organisation maritime internationale.
<b>BRSTriple COP</b>	Conférences des Parties aux Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm	<b>OMM</b>	Organisation météorologique mondiale
<b>CCI</b>	Cadre de contrôle interne	<b>ONU Environnement</b>	Programme des Nations unies pour l'environnement
<b>CCNUCC</b>	Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	<b>PACMAS</b>	Programme d'aide aux médias du Pacifique
<b>CCNUCC COP24</b>	24 <sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	<b>PACWASTE</b>	Projet de gestion des déchets dangereux du Pacifique
<b>CDB</b>	Convention sur la diversité biologique	<b>PEBACC</b>	Projet sur l'adaptation écosystémique du Pacifique au changement climatique
<b>CDB COP 14</b>	Quatorzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique	<b>PICOF-4</b>	Quatrième Forum de prévision climatique des îles du Pacifique.
<b>CEN</b>	Conservatoire de l'environnement naturel de Nouvelle-Calédonie	<b>PIEC</b>	Conférence sur l'environnement des îles du Pacifique
<b>CEPA</b>	Autorité de conservation et de protection de l'environnement	<b>PIRT</b>	Table ronde des îles du Pacifique sur la conservation de la nature et les aires protégées
<b>CI</b>	Conservation Internationale	<b>PMMM-2</b>	Deuxième réunion ministérielle de météorologie des pays de la région Pacifique
<b>CMP-4</b>	Quatrième Conseil météorologique du Pacifique	<b>PNG-METT</b>	Papouasie Nouvelle Guinée Outil de suivi de l'efficacité de la gestion
<b>CNCo</b>	Compagnie de navigation chinoise	<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>CNMI</b>	Commonwealth des Îles Mariannes du Nord	<b>Projet MACBIO</b>	Projet de gestion de la biodiversité marine et côtière dans le Pacifique
<b>CORP</b>	Conseil des organisations régionales dans le Pacifique	<b>RC COP-8</b>	Huitième Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam
<b>COSPPac</b>	Programme de soutien climatique et océanographique dans le Pacifique	<b>RIM</b>	République des îles Marshall
<b>CPRT</b>	Table ronde pour un Pacifique propre	<b>SAMOA Pathway</b>	Modalités accélérées pour les petits États insulaires en développement
<b>CPS</b>	Communauté de Pacifique	<b>SCOPIIC</b>	Prévisions des climats saisonniers dans les pays insulaires du Pacifique
<b>CPS</b>	Communauté de Pacifique	<b>SCS</b>	Société de conservation du Samoa
<b>CSIRO</b>	Commonwealth pour la recherche scientifique et industrielle	<b>SDG</b>	Objectifs de développement durable
<b>DFAT</b>	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce australien	<b>SGE</b>	Division Surveillance et gouvernance environnementales
<b>DWM</b>	Département de la gestion des déchets	<b>SIG</b>	Systèmes d'information géographique
<b>ÉFM</b>	États fédérés de Micronésie	<b>SMHN</b>	Services météorologiques et hydrologiques nationaux
<b>ÉIE</b>	Évaluation de l'impact sur l'environnement	<b>SNAGE</b>	Stratégies nationales de gestion de l'environnement
<b>ESRAM</b>	Études sur la cartographie et l'analyse de la résilience écosystémique et socio-économique	<b>SoE</b>	Compte rendu de l'état de l'environnement
<b>FED11</b>	Onzième Fonds européen de développement	<b>SPG</b>	Système de positionnement global
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial	<b>SPTO</b>	Organisation du tourisme du Pacifique Sud
<b>FRDP</b>	Cadre océanique pour un développement résilient	<b>SREEM</b>	Encourager les mesures d'efficacité énergétique renouvelable
<b>GBIF</b>	Système mondial d'information sur la biodiversité	<b>SRWMA</b>	Association de recyclage et de gestion des déchets du Samoa
<b>GEF-PAS</b>	Projet d'alliance FEM-Pacifique pour le développement durable	<b>TCF</b>	Facilité de coopération technique
<b>GEFPAS POPs</b>	Projet de l'Alliance FEM-Pacifique de réduction des rejets de polluants organiques persistants du GEFPAS	<b>UE</b>	Union européenne
<b>GIZ</b>	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit	<b>UNOCHA</b>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
<b>GPML</b>	Partenariat mondial sur les déchets marins	<b>UON</b>	Université de Newcastle
<b>GPML</b>	Partenariat mondial sur les déchets marins	<b>uPOPs</b>	Polluants organiques
<b>IFRS</b>	Normes internationales d'information financière	<b>USAID</b>	Agence des États-Unis pour le développement international
<b>IKI</b>	Initiative internationale sur le climat	<b>WB</b>	Banque Mondiale
<b>IKI</b>	Initiative internationale sur le climat	<b>YCAN</b>	Réseau d'action climat pour les jeunes du Samoa
<b>IMMA</b>	Zones importantes pour les mammifères marins	<b>ZEE</b>	Zone économique exclusive
<b>IPT</b>	Outil de publication Internet		
<b>ISA</b>	Normes internationales d'audit		



# Notre région

Le Pacifique est le plus grand océan du monde, et couvre près d'un tiers de la surface de la Terre. On y trouve environ 30 000 îles de forme et de taille variées.

Les membres insulaires du PROE sont :

- Samoa américaines
- Commonwealth des Îles Mariannes du Nord
- Îles Cook
- États fédérés de Micronésie
- Fidji
- Polynésie française
- Guam
- Kiribati
- République des îles Marshall
- Nauru
- Nouvelle-Calédonie
- Nioué
- Palaos
- Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Samoa
- Îles Salomon
- Tokélaou
- Tonga
- Tuvalu
- Vanuatu
- Wallis et Futuna

Le PROE compte également cinq membres continentaux :

- Australie
- France
- Nouvelle-Zélande
- Royaume-Uni
- États-Unis d'Amérique





Cette carte n'indique que les limites des juridictions maritimes convenues et potentielles du Pacifique. Elle n'implique de la part du PROE aucune prise de position quant au statut juridique de toute limite y figurant.

*L'environnement océanique, garant de nos modes de subsistance et de*

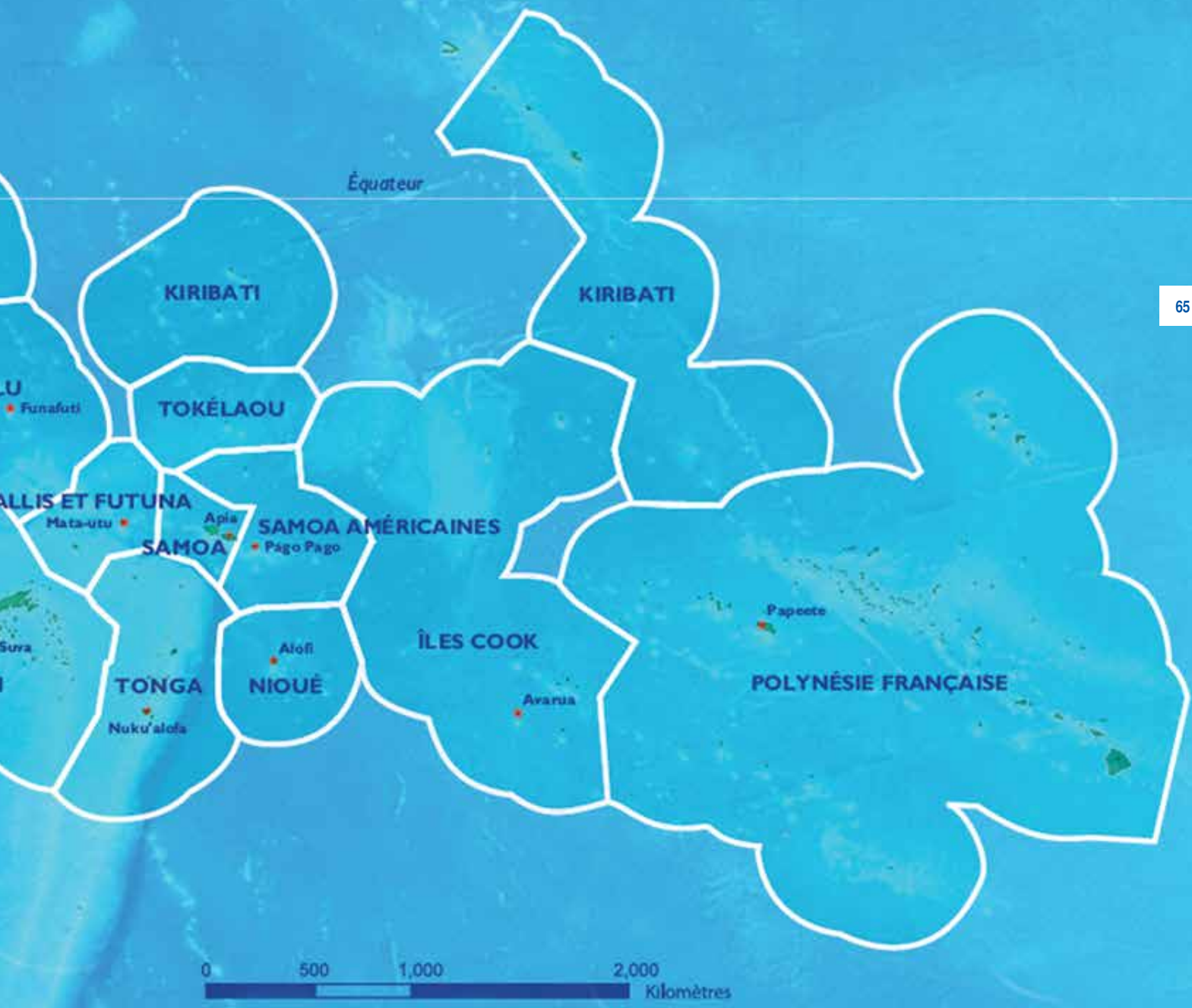


HAWAÏ



# PROE

Programme régional océanien  
de l'environnement







**PROE**

Programme régional océanien  
de l'environnement